

Table des matières

Mot du directeur.....	2
SECTION 1 : APERÇU DU CENTRE.....	4
1. Historique.....	4
2. Activités.....	4
3. Conseil de direction du CRDP.....	6
4. Personnel scientifique du CRDP.....	7
5. Personnel administratif.....	11
SECTION 2 : PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP.....	12
Axe 1 — Droit des technologies de la vie et de la santé.....	12
Axe 2 — Droit et technologies de l’information et des communications.....	15
Axe 3 — Théories du droit et du changement social.....	22
Axe 4 — Transfert des connaissances en matière de gouvernance.....	23
SECTION 3 : FINANCEMENT.....	25
Subventions obtenues en 1999-2000.....	25
RÉALISATIONS DU CRDP EN 1999-2000.....	26
1. Publications et réalisations.....	26
> Livres.....	26
> Chapitres de livres.....	26
> Articles.....	28
> Autres.....	30
> À paraître.....	32
> Conférences.....	35
2. Recherches et publications diffusées sur internet.....	44
> <i>HUMGEN</i>	44
> <i>LEX MEDIA</i>	46
> LexUM.....	47
3. Thèses et mémoires d’étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP.....	49
4. Animation scientifique.....	54
a) Colloques, séminaires, présentations spéciales.....	54
b) Conférences <i>Les fictions du droit</i>	54
c) Conférences scientifiques.....	55
d) Conférences <i>Lexmedi@</i>	55
e) Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	55
f) Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	56
5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs.....	57
6. Prix, bourses et nominations obtenus par des étudiants encadrés par des chercheurs du CRDP.....	59
7. Rayonnement international.....	60
ANNEXE: Subventions individuelles et d’équipe obtenues en 1999-2000	

Mot du directeur

L'année 1999-2000 a été pleine de développements pour le CRDP. Jacques Frémont, qui a dirigé le Centre pendant cinq ans, a quitté la direction. Son apport remarquable au Centre a été souligné au cours d'une soirée en son honneur en octobre 1999. Sonia Le Bris, chercheuse associée, en détachement en Belgique, nous a également quitté. En revanche, nous avons accueilli, au sein de l'équipe de Biogénétique et Société, Denise Avaré, qui assume la direction du projet HumGen. Plusieurs membres se sont vus décerner des distinctions. Guy Rocher a reçu la Médaille Sir John William Dawson accordée par la Société royale du Canada, pour 1999. Thérèse Leroux a été élue présidente de la Société canadienne de bioéthique.

Sur l'ensemble de ses activités, le Centre a connu une croissance spectaculaire. Les revenus des subventions et des contrats ont augmenté de plus du tiers par rapport à l'année précédente. Cette croissance est due notamment aux apports des projets internationaux avec l'Afrique et avec la Chine, mais dans les autres secteurs également les chercheurs du Centre ont réussi fort bien dans leurs démarches de financement. Sur l'ensemble des revenus, la proportion provenant de contrats se maintient aux environs de 60 %. La proportion élevée des contrats, avec leurs échéances précises et les « livrables » bien définis ne manquera pas de laisser sa marque sur la cadence des recherches au Centre. Toutefois, la croissance du Centre, notamment dans les axes technologiques et dans les échanges internationaux, paraît passer par la voie des contrats.

Au cours de l'exercice 1999-2000, le Centre a accentué sa présence sur l'Internet. L'équipe LexUM poursuit le projet de créer la bibliothèque virtuelle en droit canadien. Il s'agit d'une initiative ambitieuse, avec plusieurs partenaires à travers le Canada, visant à rendre les sources primaires du droit canadien accessibles sur l'Internet. L'équipe LexUM anime aussi l'expérience Lex Média, comprenant plusieurs véhicules pour proposer aux lecteurs sur l'Internet des brèves sur les actualités aussi bien que des articles à vocation scientifique. L'équipe du Cybertribunal a proposé sur l'Internet un prototype de système pour gérer la médiation et l'arbitrage des conflits dont l'origine se trouve sur l'Internet. Cette expérience a été conclue en décembre 1999, faute de fonds, mais trouve son prolongement dans le projet ECODIR, mené, avec deux partenaires européens, pour la Commission européenne. L'équipe HumGen, enfin, a inauguré une banque mondiale de documents, comprenant législation, codes professionnels, directives éthiques et recommandations officielles d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux à travers le monde, touchant les questions de politiques en matière de génétique humaine.

Pour remplir sa mission de stimuler les échanges scientifiques et de faire connaître les fruits de ses recherches, le Centre a organisé plusieurs séries de conférences, destinées à des audiences différentes. Le cycle annuel de conférences a porté cette année sur les *Fictions en droit*. Il a fait intervenir des conférenciers nationaux et internationaux de marque, aussi bien en français qu'en anglais. Les textes sont repris dans une publication parue chez les Éditions Thémis. Le Centre a également participé à l'organisation de la journée Maximilien-Caron, portant cette année sur le *Droit et la nouvelle économie du savoir*. Il s'agit d'un événement prestigieux de l'ensemble de la Faculté de droit, destiné au milieu juridique en général. Pour les milieux du droit et des nouvelles technologies de l'information, nous avons organisé les conférences LexMedi@ (sous la responsabilité du groupe LexUM), qui ont connu un franc succès. À l'intérieur du Centre, nous avons organisé les *premier mardi du mois*, rencontres mensuelles au cours desquelles chercheurs et étudiants échangent autour de thématiques d'actualité présentées par l'une des équipes. Enfin, les chercheurs dans l'axe théorique ont animé un séminaire bi-hebdomadaire sur *Théories et émergence du droit*.

Nos programmes d'échanges internationaux ont été réalisés avec succès et à la satisfaction des bailleurs de fonds. Nous avons ainsi eu l'honneur d'être associés à la diplomation du premier contingent de juges chinois, venus en programme de formation à la tradition juridique occidentale. La photo des nouveaux diplômés en toge a fait la une de *La Presse* le 27 octobre 1999.

Ces quelques faits, relevés presque au hasard, montrent que, au cours de l'exercice 1999-2000, le Centre a fait preuve de dynamisme et a justifié son rôle du plus grand centre de recherche en droit au Canada.

Ejan Mackaay
Directeur

SECTION 1 : APERÇU DU CENTRE

1. Historique

Aîné des centres de recherche de l'Université de Montréal, le Centre de recherche en droit public a été fondé en 1961 sous le nom d'Institut de recherche en droit public. Rattaché à la Faculté de droit, il eut pour mission, dès son origine, de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif ». Cette fondation répondait alors aux souhaits de la Faculté de droit et à un vœu exprimé par le ministre de la Jeunesse de l'époque, l'honorable Paul Gérin-Lajoie.

C'est en 1971 que l'organisme prit le nom de Centre de recherche en droit public (CRDP). Le Centre apporte une contribution importante à l'organisation systématique, à la divulgation et à la critique positive du droit public québécois et canadien, en tenant compte de plus en plus de la dimension socio-politique et du caractère interdisciplinaire qu'a pris la recherche juridique depuis quelques années.

Aujourd'hui, les travaux au Centre de recherche en droit public portent sur le droit de la santé et des nouvelles technologies de la vie, le droit de l'information et de l'informatique, la théorie du droit, l'économie et la sociologie du droit, l'informatique juridique, sans oublier, bien entendu, le droit constitutionnel et le droit administratif.

Le CRDP est reconnu par la communauté scientifique internationale comme un lieu incontournable tant dans le secteur du droit de la biotechnologie que de ceux des nouvelles technologies de l'information et de la théorie du droit. Il s'agit d'un des rares lieux dans le domaine juridique où des recherches à caractère interdisciplinaire sont menées par des chercheurs et des équipes elles-mêmes transdisciplinaires.

2. Activités

Orientation globale : Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social.

Axes :

- Droit des technologies de la vie et de la santé
- Droit et technologies de l'information et des communications
- Théories du droit et du changement social
- Transfert des connaissances en matière de gouvernance

L'orientation scientifique des recherches au Centre est bien résumée par le titre « Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social ». Elle englobe les trois axes déjà présents depuis quelques années, soit celui des biotechnologies, celui des technologies de l'information/communication ainsi que celui des théories du droit et du changement social. Le Centre cherche à stimuler l'intégration des axes de recherche par des recherches conjointes jumelant des éléments des axes technologiques avec des théories développées dans le cadre de l'axe de la théorie. À ces trois axes s'est ajouté un quatrième, qui concerne le transfert des connaissances en matière de gouvernance, en direction de certains pays étrangers.

Axe 1 ➤ *Droit des technologies de la vie et de la santé*

Le Centre de recherche en droit public est un pionnier dans le domaine du droit de la santé. Ses travaux ont donné lieu à plusieurs publications et lui ont permis d'acquérir une importante expertise dans ce secteur. L'angle d'approche s'élargit constamment et recouvre maintenant le droit des établissements de santé, le droit pharmaceutique, le droit des nouvelles technologies et des biotechnologies, le droit de la biodiversité et de l'environnement ainsi que plusieurs approches multidisciplinaires fournies notamment par la sociologie et l'éthique.

Axe 2 ➤ *Droit et technologies de l'information et des communications*

Il existe au Centre de recherche en droit public, depuis le début des années '70, une équipe se consacrant à l'étude du droit des communications. D'abord vouée aux aspects constitutionnels du droit relatif à la communication, l'équipe a développé des travaux s'intéressant aux aspects fondamentaux et aux techniques particulières d'élaboration des normes dans le domaine de l'information et la communication. Le droit des nouveaux environnements électroniques et en particulier du cyberspace est au coeur des travaux menés dans ce domaine au Centre. Le CRDP compte aussi dans ses rangs une équipe multidisciplinaire travaillant sur les systèmes documentaires juridiques. Il s'agit d'une des toutes premières équipes au monde dans ce secteur. Les travaux menés au sein de cet axe de recherche donnent lieu à d'importantes réflexions au plan de la théorie du droit.

Axe 3 ➤ *Théories du droit et du changement social*

Point d'ancrage de tous les travaux du CRDP, l'axe de recherche sur les théories du droit regroupe des projets juridiques et sociologiques portant sur les droits fondamentaux, sur les rapports entre le droit et la société et sur les normativités nouvelles. Il s'agit d'un secteur théorique propice à la réflexion sur les fondements et les valeurs des systèmes normatifs.

Axe 4 ➤ *Transfert des connaissances en matière de gouvernance*

Le thème de la gouvernance renoue avec les origines du CRDP dans le droit constitutionnel, tout en rejoignant les autres axes dans la préoccupation des effets du droit sur la société.

3. Conseil de direction du CRDP

Président

L'hon. juge René HURTUBISE

Cour supérieure
Palais de justice
Montréal

Membres

M. Stephen CLARKSON

Professor of Political Economy
University of Toronto
Toronto

M. Louis LAGASSÉ

Administrateur de sociétés
Lagassé Lachance Beaupré Poisson
Sherbrooke

M. Mario DION

Sous-ministre délégué
Ministère de la Justice
Ottawa

M. Guy LORD

Vice-président senior, aff. corporatives
BioChem Pharma inc.
Laval

M. Francis FOX

Président du Conseil
Roger Télécommunications Québec inc.
Montréal

M. Jean K. SAMSON

Sous-ministre associé
Ministère de la Justice
Québec

M. Marc GOLD

Vice-président
Maxwell, Cumming & Sons
Montréal

L'hon. juge Anne-Marie TRAHAN

Cour supérieure du Québec
Palais de justice
Montréal

Membres d'office

M. Alain CAILLÉ

Vice-recteur à la recherche
Rectorat
Université de Montréal

M. Claude FABIEN

Doyen
Faculté de droit
Université de Montréal

M. Ejan MACKAAY

Directeur
CRDP
Université de Montréal

4. Personnel scientifique du CRDP

a) Chercheurs principaux

<i>Chercheurs</i>	<i>Domaines de recherche</i>
BENYEKHLIF Karim [Ph.D., LL.M Université de Montréal] Professeur agrégé	Droit international, Droit de l'information : Commerce électronique, Vie privée, Arbitrage et médiation en ligne, Libertés publiques, Internet, Gouvernance et démocratie
FRÉMONT Jacques [LL.M. York University] Professeur titulaire	Droit constitutionnel, Coopération internationale : Gouvernance et démocratie, Formalisation du droit, Droit constitutionnel et administratif
GENDREAU Ysolde [LL.M. McGill University; Doc. Université de Paris II] Professeure agrégée	Droit de la propriété intellectuelle : Droit d'auteur, Droit comparé, Technologies numériques, Évolution des normes
KNOPPERS Bartha Maria [Ph.D. Université de Paris I; LL.M. Cambridge Univ., Trinity College; LL.B./BCL, McGill] Professeure titulaire	Droit des personnes, Génétique, Droit comparé : Bioéthique, Commercialisation, Propriété intellectuelle, Biotechnologies
LAJOIE Andrée [M.A. Oxford; LL.L. Université de Montréal] Professeure titulaire	Droit constitutionnel, Théorie du droit : Droit des Autochtones, Droit de la santé, Droit de l'enseignement supérieur
LE BRIS Sonia [Ph.D., LL.M. Université de Rennes; LL.M. Université de Montréal] Chercheur adjoint sans rémunération, en détachement en Belgique	Droit comparé, Sciences biomédicales : Droit médical, Droit de la personne, Éthique, Génétique, Enfant
LEROUX Thérèse [Ph.D. Université Laval] Professeure agrégée	Droit de la santé, Droit associé aux biotechnologies : Droits fondamentaux de la personne, Droit pharmaceutique, Droit de l'environnement, Éthique
MACKAAY Ejan [LL.D. Université d'Amsterdam, Pays-Bas; LL.M. University of Toronto; LL.M. Université d'Amsterdam] Professeur titulaire	Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies : Analyse économique du droit, Propriété intellectuelle
MOLINARI Patrick A. [LL.M. Université de Montréal] Professeur titulaire	Droit de la santé et des systèmes de santé : Droit administratif, Droit de la personne
NOREAU Pierre [LL.B. Université Laval; M.Sc. Sci. pol. Université de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris] Professeur agrégé	Sociologie, Science politique : Mobilisation politique du droit, Médiation familiale, Justice communautaire, Théorie du droit
POULIN Daniel [LL.M., M. Sc., Université de Montréal; Ms. Sc. Informatique, Univ. de Montréal] Professeur agrégé	Informatique et droit : Stockage, repêchage et extraction de l'information, Normalisation, Gestion, traitement et diffusion de l'information juridique, Droit et cyberspace

ROCHER Guy

[Ph.D. Harvard University;
M.A. Socio. Université Laval]
Professeur titulaire

Sociologie du droit, Sociologie de la santé : Théorie
sociologique, Sociologie de l'éthique, Théorie du droit

TRUDEL Pierre

[LL.M. Université de Montréal]
Professeur titulaire

**Droit des communications -de l'internet -du cyberspace -
de l'audiovisuel, Droit public, Droit civil** :
Autoréglementation, Commerce électronique, Théorie du droit,
Propriété intellectuelle

b) Collaborateurs

BAYLIS Françoise, Bioethics Education and Research, Dalhousie University

BERNARD Paul, Sociologie, Université de Montréal

BOISVERT Anne-Marie, Faculté de droit, Université de Montréal

BONFOLDI Alberto, Institut fuer Sozialethick, Zuerich, Suisse

BOUCHARD Gérard, SOREP, Université du Québec à Chicoutimi

BOURGEAULT Guy, Faculté des Sciences de l'Éducation, Université de Montréal

BRAIS Bernard, Centre de recherche du CHUM, Hôpital Notre-Dame, Montréal

BRATLEY Paul, DIRO, Université de Montréal

CAULFIELD Tim, Faculty of Law, University of Alberta

DALLAIRE Louis, Génétique médicale, Hôpital Ste-Justine

DOUCET Hubert, Faculté de théologie, Université de Montréal

GAGNON Jean-Denis, Faculté de droit, Université de Montréal

GAUDET Daniel, Centre de médecine génomique préventive et communautaire, Université de Montréal

GAUTHIER Clément, Conseil de protection des animaux, Ottawa

GIROUX Michelle, Faculté de droit, Université d'Ottawa

GLASS Kathleen C., Département de pédiatrie et de génétique humaine, Université McGill

GRIFFIN Gilly, Canadian Centre for Alternatives to Animals in Research, University of Ottawa

HAMET Pavel, Centre de recherche du CHUM, Hôtel-Dieu, Montréal

HERVE Christian, Laboratoire d'éthique médicale et de santé publique, Paris

HEYER Évelyne, Laboratoire d'Anthropologie Biologique, Paris

HUDSON Thomas, Centre génomique de Montréal, Montréal

JACQUOT François, Faculté de droit, Université de Nancy

JANDA Richard, Faculté de droit, Université McGill

LABERGE Claude, Faculté de médecine, Université Laval

LABUDA Damien, Faculté de médecine, Hôpital Ste-Justine

LAFRAMBOISE Rachel, Pédiatrie, Université Laval

LAMBERTERIE Isabelle De, CECOJI, Antenne parisienne, Ivry

LAPIERRE Jean-Marcel, C.E.Q., Montréal

LEGAULT Georges A., Éthique appliquée, Université de Sherbrooke

LEYDET Dominique, Département de philosophie, UQAM

LUCAS André, Faculté de droit, Université de Nantes

MACDONALD Roderick, Faculté de droit, Université McGill

MACKAY Pierre, Sciences juridiques, UQAM

MARTEL Louise, HEC, Montréal

MONKOTAN Jean-Baptiste, Université nationale du Bénin
NLEP Roger Gabriel, Recteur, Université de Dschang, Cameroun
PARIZEAU Marie-Hélène, Philosophie, Université Laval
POMERLEAU Johanne, GRID, Université du Québec à Montréal
ROBERTSON Gérald, University of Alberta
RONCHI Elettra, Direction de la Science, de la Technologie, et de l'Industrie, OCDE, Paris
ROTHSTEIN Mark, Health Law Policy Institute, University of Houston, Texas
SIMARD Jacques, Centre de recherche du CHUL, Sainte-Foy, Québec
SIRARD Marc-André, CRBR, Sciences animales, Université Laval
SPRUMONT Dominique, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel, Suisse
TEODOROIU Simona-Maya, Institut de recherches juridiques de l'Académie roumaine, Roumanie
TRUDEAU Hélène, Faculté de droit, Université de Montréal
VALLÉE Guylaine, Relations industrielles, Université de Montréal
WERTZ Dorothy, The Shriver Centre, Waltham MA
WORTON Ron, Ottawa Hospital Research Institute, University of Ottawa

c) Chercheurs associés

COUTU Michel, Détachement de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse
LABERGE Claude, RMGA, Faculté de médecine, Université Laval

d) Stagiaires postdoctoraux

DE MEIS Carla (Bourse du Gouvernement brésilien)
PERRIER Yvan
SPIELVOGEL Myriam

e) Agents de recherche

ABRAN France	LANGELIER Richard
AVARD Denise	LEFEBVRE Chantal
BEAUGRAND-CHAMPAGNE Jérôme	LEMIEUX Anne-Marie
BISSONNETTE Alain	LI Xiao Ping
BROUILLET François	MORISSETTE Marc-André
CARDINAL Geneviève*	MOYSE Pierre-Emmanuel
CLOUTIER Nadia	MULAZZI, Pierrette
DESCHÊNES Mylène	OBADIA Alexandra
FAWAZ Houssam	PARISIEN Serge
GENDREAU Caroline	SALVAS Bertrand
GRIMAUD Marie-Angèle	SAVIGNAC Hélène
LABBÉ Éric	THOUMYRE Lionel
LAFOND Alain	VAILLANCOURT Alain
LANDRY Aubert	

f) Assistants de recherche

AQUILINA Juliette	LASSONDE Marie-Claire
AVARD Alexandre	LEDUC Jean-Philippe
BACARON Pascal	LEFEBVRE Karine
BEAULIEU Jennifer	LEMYRE Pierre-Paul
BÉLANGER Véronique	LETENDRE Martin
BERNIER Louise	LÉTOURNEAU Lyne
BLAIN Guillaume	MALLETTE Alain
BRUN Bernard	MARTYRE Romilda
BUZZANGA Annie	MASSE Christophe
CHARBONNEAU Karl	McSWEEN Anne-Marie
CHASSIGNEUX Cynthia	MÉNARD François-Bruno
CHEVALIER Maxim	MUZALENO Ignacio
COTÉ Martin	NAKSEU NGUEFANG Georges
DE KONINCK Sophie	NEPVEU Brigitte*
DRARENI Jamil	PARÉ Éric
DUCHARME Daniel	PELLETIER Frédéric
DUPONT Marc	POULIN Cristian
ELAYOUBI Hilal	QUINIOU Chantal
FORGET Patrick	RIOUX Marc
GAGNON Charles	ROBERGE Justin
GÉLINEAU Éric	ROBERTS Stéphanie
GEORGESCU Bruno-Ovidiu	ROUSSOS Alexia
GHOLAMPOUR Ali	SABBAH Cédric
GIASSON Édith-Geneviève	SAVARD Nathalie
GOLA Romain	TANGUAY Renaud-François
GRÉGOIRE Dominique	TOURIGNY Patricia
HALWAGI Jonathan	TREMBLAY Geneviève
HÉBERT Marie-Christine	UMBRIACO Denis
KHARABOYAN Linda	VÉZINA Christine
KUSY Claire	WINTER Elsa

*** Représentantes des étudiants aux Assemblées des chercheurs du CRDP :**

Geneviève Cardinal, agente de recherche

Brigitte Nepveu, assistante de recherche

g) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP

ASSOR David (sous la dir. de Ysolde Gendreau)
 MASSICOTTE Josée (sous la dir. de Jacques Frémont)
 NEPVEU Brigitte (sous la dir. de Bartha M. Knoppers)
 RICHARD Simon (sous la dir. de P. Trudel)
 VACHON Marie-Hélène (sous la dir. de Bartha M. Knoppers)

h) Stages et missions au CRDP

PISSINIS Maria Laura Cabinet d'avocats Guerrieri-Pissinis-Sanchis, Argentine
 TOURÉ Ibrahima Oumar Représentant au Mali du projet Démocratie et médias

i) Visiteurs

GRENIER Danielle Cour supérieure de Montréal
 HREHIRCHAK Yaroslav The Ukrainian Center for Legal Studies,
 Taras Shevchenko National University, Ukraine
 LAMBERTERIE Isabelle De CNRS-CECOJI, Ivry, France

j) Stagiaires du National Judges College de la République populaire de Chine (dans le cadre du Canada/China Senior Judges Training Project)

M. Jiang Huiling	Mme Du Ruifang	Mme Liu Shaohua
M. Wang Weidong	Mme Du Xiaojun	Mme Sun Jianhan
M. Wang Xiansen	Mme Gao Xiaoli	Mme Wang Xiaofang
M. Wu Wenhe	Mme Li Jianwei	Mme Zhang Xiaojin
M. Yang Ming	Mme Li Rong	Mme Zhao Yuping
Mme Bai Huilin	Mme Liu Min	

5. Personnel administratif

Directeur :	Ejan MACKAAY
Secrétaire du directeur :	Ginette TITILEY
Directeur administratif (Faculté/CRDP/Cogespro) :	Normand HÉTU
Adjointe administrative :	Gisèle CHABOT
Assistante, affaires administratives :	Georgette ROCHELEAU
Secrétaires :	Éliane COHEN Cécile PROVENCHER-DUBEAU Sylvie SYLVESTRE
Responsables du support informatique :	François BROUILLET (temps partiel) Alexandre COUSINEAU

SECTION 2 : PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP

- Axe 1 : Droit des technologies de la vie et de la santé
 Axe 2 : Droit et technologies de l'information et des communications
 Axe 3 : Théories du droit et du changement social
 Axe 4 : Transfert des connaissances en matière de gouvernance

Diverses équipes de recherche oeuvrent au sein du CRDP, réalisant ainsi les axes de sa programmation scientifique. Voici un bref aperçu, pour chacun des axes, des projets de recherche.

Axe 1 — Droit des technologies de la vie et de la santé

AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria

HUMGEN : <http://www.humgen.umontreal.ca>

HUGO, Stichting porticus, Glaxo Smith-Kline, Roche, Industrie Canada, Dons, 1999-2000

Le site internet HUMGEN représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet.

KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, AVARD Denise, CARDINAL Geneviève, DESCHÈNES Mylène

Carte génétique du Québec : encadrement éthique et légal

FRSQ, Subvention, 1999-2000

Le projet a pour objectif de créer une carte génétique des variations génomiques de toute la population adulte du Québec proportionnelle et représentative. Le projet « Carte génétique du Québec » soulève des enjeux nouveaux puisqu'on s'apprête cette fois à procéder à l'échelle d'une population. Bien que de plus en plus de pays commencent à prévoir la mise en place de banques génétiques sur leur population, très peu de normes ont été émises jusqu'à présent pour répondre aux enjeux spécifiques liés à la participation des populations. Cela requiert d'aller au-delà de la perspective de l'individu pour identifier les notions propres à la génétique communautaire. L'équipe du CRDP entrevoit la rédaction d'un énoncé de principes complémentaire pour la recherche en génomique sur des populations. Celui-ci s'appuiera sur sept grands principes : l'individualité, la réciprocité, la mutualité, la solidarité, l'équité, l'universalité et la complexité. Sous ces grands principes, nous avons identifié différents thèmes qui méritent d'être abordés dans une perspective de population : la consultation de la population et le consentement, les risques (notamment de stigmatisation), les retombées bénéfiques, la mise en banque d'une grande collection d'ADN, la confidentialité, le recrutement, la collaboration entre chercheurs, l'approbation éthique et enfin la commercialisation.

KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, CARDINAL Geneviève, DESCHÈNES Mylène, GLASS Kathleen C.

Énoncé de principes : Recherche en génomique humaine, version 2000

RMGA, Subvention, 2000-2005

Le Réseau de médecine génétique appliquée en collaboration avec l'équipe du CRDP ont révisé et élaboré l'« Énoncé de principes : Recherche en génomique humaine, version 2000 ». Ce document

propose à la communauté scientifique un énoncé de principes éthiques et sociaux ainsi que des éléments de procédures qui serviront à guider les chercheurs québécois (cliniciens et biologistes moléculaires) dans la planification et la conduite de leurs recherches. Ces principes permettront également d'utiliser les nouvelles connaissances au profit des familles ou populations participant à la recherche.

KNOPPERS Bartha Maria, GLASS Kathleen C., CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène

Un deuxième volet de recherche subventionné par l'IREP a pour but de proposer un formulaire de consentement standardisé pour les recherches effectuées dans le domaine de la génétique humaine (dans les provinces de la common law et de droit civil). À partir d'un échantillonnage de formulaires de consentement provenant de divers centres de recherche à travers le Canada, nous concevons un formulaire de consentement «modèle» avec un texte analytique répondant aux problématiques particulières soulevées par la recherche en génétique et la mise en banque d'ADN, tenant compte des diverses normes juridiques applicables. Ce formulaire facilitera la rédaction du chercheur tout en offrant au participant un formulaire compréhensible qui aborde les aspects pertinents à l'obtention d'un véritable consentement éclairé.

KNOPPERS Bartha Maria, GLASS Kathleen C., DOUCET Hubert, DESCHÊNES Mylène

Évaluation éthique de la recherche en génomique humaine

Conseil de recherche médicale, Subvention, 1999-2001

Ce projet de recherche propose une analyse critique des divers processus d'évaluation éthique de la recherche en génétique humaine. Nous nous concentrons tout particulièrement sur deux éléments : le consentement du participant (identification des éléments du consentement propres à la génétique humaine ou susceptibles d'être standardisés) ainsi que l'évaluation continue et la surveillance de la recherche à la suite de son approbation par un comité d'éthique de la recherche (éléments nécessaires à la surveillance des projets de recherche en cours et des échantillons d'ADN mis en banque). Ce projet permettra de formuler des propositions d'interprétation et d'application à l'intention des comités d'éthique à la recherche.

KNOPPERS Bartha Maria, DAVIES Deirdre (U. of Alberta)

Genetic filial identification testing and its effects on Canadian family law and policy

CRSH, Subvention ordinaire, 1997-2000

As a result of rapid advances in the Human Genome Project and what has been called the « genetic revolution », filial genetic identification technology has emerged as a comprehensive and virtually conclusive method of determining biological relatedness. The resulting impact of this new genetic technology, while seductive to those seeking to find the « truth », will have far reaching implications on the way in which the Canadian legal system perceived the notion of « family » and the importance of filial relations with its concomitant obligations. In order to assess the current and future impact of genetic identification testing technology in Canadian law, this project will analyse the interplay between the extent of the attendant heightened awareness of biological relatedness and the potential conflict in the legal determination of the following social issues and policies : a) the paramount interests of the child; b) family stability; c) the « right » to know one's origins; d) the rights and duties afforded the biological parent; and e) the efficient administration of justice.

KNOPPERS Bartha Maria, AVARD Denise, GLASS Kathleen C., LABERGE Claude

Génétique et société

Fondation Auxilium, Don, 1997-2002

La recherche en génétique est une source de progrès inestimable. Toutefois, la thérapie génique, le clonage, les banques d'ADN, le dépistage et les tests génétiques soulèvent de sérieuses implications éthiques, légales et sociales. Un projet d'une durée de cinq ans (1997-2002), qui a comme principal objectif d'identifier une diversité de normes pouvant favoriser le développement de politiques publiques par l'analyse des normes nationales et internationales, a été mis sur pied. Quatre volets sont

à l'étude : la commercialisation, la discrimination, les droits de la personne et les normes déontologiques des professionnels.

KNOPPERS Bartha Maria, LAJOIE Andrée, LEROUX Thérèse

Pluralisme et normativité : L'éthique et la recherche biomédicale

Commission du droit du Canada, Subvention, 1999-2000

Projet qui a pour but d'étudier la normativité régissant la recherche biomédicale, les convergences, divergences ainsi que l'effectivité. Nous étudions plus particulièrement les normes gouvernant le consentement, la capacité et la confidentialité à travers les principes éthiques régissant la recherche. Ensuite, nous examinons certaines exceptions en cas d'urgence, concernant les personnes incapables se prêtant à l'expérimentation, et finalement, celles qui permettraient d'outrepasser l'obligation de respecter la confidentialité et qui imposeraient un devoir d'avertir la famille lors de la découverte d'une maladie à caractère génétique. Nous comparons la situation canadienne à celle prévalant dans d'autres pays (France, Angleterre, Australie, États-Unis) et au niveau international.

KNOPPERS Bartha Maria, DOUCET Hubert, LABERGE Claude M., LEROUX Thérèse,
CARDINAL, Geneviève

Problématique juridique et éthique de la commercialisation du génome humain

FCAR, Programme Soutien aux équipes de recherche, 1998-2001

Le programme de recherche examine les préoccupations associées à la commercialisation du matériel génétique humain et les problèmes auxquels aura à faire face tout processus de réglementation. L'essor des biotechnologies et du transfert technologique accentue la problématique de la qualification du matériel génétique confrontée à la rentabilisation de la recherche, notamment grâce à la reconnaissance de la propriété intellectuelle dont l'octroi de brevet. Comment concilier les prises de position législatives qui soutiennent l'indisponibilité et la non-patrimonialité du corps humain avec les attentes des éventuels partenaires industriels? La nécessité de clarifier le statut du matériel génétique humain et d'envisager les répercussions d'une telle qualification sur l'essor de la recherche en génétique s'impose. En outre, il est essentiel de bien cerner comment le phénomène incontestable de commercialisation de la biotechnologie affectera les relations entre les chercheurs et les participants à la recherche, entre le chercheur et l'industrie et entre l'industrie et les citoyens. Avec la dévolution et le désistement du financement public de la recherche en faveur du secteur privé, cette privatisation et commercialisation ne seront pas sans effet sur les normes éthico-juridiques gouvernant ces relations.

La complexité d'un sujet comme celui de la spécificité de l'être humain dans ses composantes génétiques par rapport aux plantes et aux animaux, jointe à l'acuité et à la gravité des conséquences juridiques, éthiques, socioculturelles et économiques de la qualification conférée au matériel génétique, justifient une étude où plusieurs disciplines sont nécessaires comme grilles d'analyse et comme structures de pensée pour trois points en particulier : 1- les énoncés de conflits d'intérêts retrouvés (ou pas) dans les formulaires de consentement; 2- les clauses de confidentialité; et 3- de brevetabilité dans les ententes contractuelles entre chercheurs et pourvoyeurs de fonds de recherche. Grâce au travail en équipe, il sera possible de proposer des modèles nouveaux pour ces clauses/contrats ainsi qu'un code d'éthique pour les compagnies de biotechnologie de façon à respecter les besoins de la recherche et de l'industrie mais aussi les droits fondamentaux de la personne et les valeurs sociétales.

KNOPPERS Bartha Maria, CAULFIELD Tim, DESCHÈNES Mylène, VON TIGERSTROM Barbara,
AVARD Denise

Surveillance du cancer : lois, recommandations et règlements

Coalition canadienne pour la surveillance du cancer CCSC, Santé Canada, 1999-2000

Santé Canada et la Coalition canadienne pour la surveillance du cancer a conclu un contrat pour la rédaction d'un document qui comprendra l'ensemble des lois, règlements et recommandations en vigueur qui touchent à la collecte d'informations sur le cancer. Un rapport final et des recommandations serviront à l'élaboration de normes en matière de collecte de données.

LEROUX Thérèse, KNOPPERS Bartha Maria, BRILLON Yves

Protection des sujets humains et des animaux d'expérimentation - la problématique des xénogreffes

CRSH, Subvention stratégique, 1997-2000

Les transplantations d'organes devenues pratique courante se sont rapidement heurtées à un obstacle de taille : les organes provenant de donneurs humains, vivants ou décédés, ne suffisent plus à répondre à une demande qui n'a cessé de croître. L'idée de recourir aux animaux a donc refait surface à la faveur d'une meilleure maîtrise des phénomènes de rejet, que ce soit par l'utilisation de médicaments immunosuppresseurs améliorés, chez les receveurs, ou grâce à certaines modifications du patrimoine génétique des animaux donneurs, dont les organes deviennent par là davantage compatibles avec l'organisme receveur. La présente recherche a pour but d'examiner la problématique de la protection des sujets humains et animaux d'expérimentation à la lumière de la situation nouvelle créée par l'avènement des xénogreffes. Considérant que les xénogreffes sont encore au stade expérimental et qu'ils appartiennent toujours au domaine de la recherche, il importe d'en examiner dès maintenant les aspects éthiques, juridiques et sociaux.

Axe 2 — Droit et technologies de l'information et des communications

BENYEKHLEF Karim, TRUDEL Pierre

ECODIR

Commission of the European Communities 2000-2002

La Commission de l'Union européenne a déposé au mois de novembre 1998 un projet de directive sur le commerce électronique. L'article 17 de ce projet de directive prévoit la mise sur pied de mécanismes alternatifs de résolution des conflits par voie électronique pour les différends pouvant survenir entre deux entreprises ou entre une entreprise et un consommateur dans le contexte du commerce électronique. Un consortium a été mis en place avec des partenaires européens afin d'étudier les conditions qui devraient être réunies afin d'assurer la mise en place des services de règlement des conflits sur Internet.

Les partenaires du projet sont :

- la Chambre de commerce et d'industrie de Paris;
- le Centre de recherche informatique et droit (CRID) de l'Université de Namur (Belgique);
- le Centre national de recherche scientifique (CNRS- France);
- l'Université de Münster (Allemagne);
- l'Université des Baléares (Espagne);
- l'Université de Dublin.

Le projet d'étude a deux composantes : une analyse juridique et économique de l'applicabilité des mécanismes électroniques de résolution des conflits et la mise en place d'un prototype.

GENDREAU Ysolde

Le droit d'auteur face au défi de la numérisation : l'impact sur le droit international, le droit supranational et le droit national

CRSH, Subvention ordinaire, 1997-2000

Ce projet de recherche vise à analyser l'impact de la technologie numérique sur l'identification des oeuvres protégées par le droit d'auteur et sur le droit en cause lors de la diffusion de ces oeuvres par des réseaux de communication tel l'Internet. Cette technologie modifie profondément notre compréhension du droit d'auteur, car celui-ci continue d'être largement tributaire d'une vision de la création et de la diffusion où l'exemplaire matériel de l'oeuvre est le point de référence. La dématérialisation de la création signifie donc que le droit d'auteur est en pleine mutation. Ce phénomène n'est pas propre au droit canadien, mais relève plutôt d'un mouvement global et appelle ainsi une recherche de solution à l'échelle internationale. Voilà pourquoi il sera nécessaire d'étudier l'évolution de l'impact des technologies tant sur différents droits nationaux que sur les instruments régionaux (tels ceux de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord) et internationaux (les conventions internationales dans le domaine de la propriété littéraire et artistique). Cette analyse préliminaire permettra de mettre en contexte les interprétations que l'on peut faire du droit actuel pour accommoder la technologie numérique et les différentes propositions qui sont mises de l'avant quand le droit positif ne répond plus aux besoins de cette technologie. En effet, le droit d'auteur a toujours entretenu des rapports étroits avec la technologie. Il faut donc dégager les modes de règles de fonctionnement des changements qui se sont opérés. Une telle recherche a pour but de mieux faire connaître l'étroitesse des relations entre la technologie et le droit d'auteur. Elle fera également valoir la nécessité croissante d'envisager le droit d'auteur selon une perspective mondiale, car la technologie abolit les frontières. Ce projet permettra de connaître l'impact sur le droit canadien des normes établies à l'extérieur de nos frontières et de démontrer le rôle que peut jouer le droit canadien dans la recherche de solutions valables pour tous. Les créateurs et les diffuseurs d'oeuvres devraient y trouver la réflexion nécessaire pour faire valoir leurs intérêts lors de la modification de la *Loi sur le droit d'auteur* et les décideurs politiques seront susceptibles d'identifier et de comprendre les forces qui sont à l'oeuvre quand la technologie, et plus précisément ici la technologie numérique, les pousse à moderniser leurs instruments législatifs.

GENDREAU Ysolde

Le droit d'auteur sur l'information : à la croisée de la réglementation de la concurrence et du droit de la propriété

FCAR, Programme Établissement de nouveaux chercheurs, 1996-1999

Le droit d'auteur vit des heures critiques. Alors que la diffusion d'oeuvres de toutes sortes sur l'autoroute de l'information prend de plus en plus d'ampleur, tous les spécialistes s'interrogent sur la façon dont le droit d'auteur doit évoluer pour répondre à ce défi technologique. Les tentatives de réponses qui sont proposées reflètent souvent la conception du droit d'auteur qui prévaut dans le pays de l'intéressé. Ces projections internationales de solutions nationales offrent ainsi un échantillon de propositions qui peuvent servir de bases à l'élaboration de la solution globale qui est recherchée. L'objectif principal de cette recherche est de déterminer à quel paradigme du droit d'auteur correspond le droit canadien. L'objectif parallèle est de rechercher la spécificité de l'application du droit d'auteur fédéral, largement inspiré de concepts anglais, dans une province civiliste.

POULIN Daniel

CANLII : <http://www.canlii.org>

Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada, 2000

L'équipe LexUM a entrepris la réalisation d'une bibliothèque virtuelle de l'ensemble des sources primaires du droit canadien en partenariat avec la Fédération des ordres professionnels de juristes. Le projet CanLII s'inspire d'initiatives semblables aux États-Unis et en Australie. Dans sa forme initiale, c'est-à-dire lors de son lancement au mois d'août 2000, le site CanLII regroupe déjà l'essentiel des collections juridiques canadiennes déjà disponibles sur Internet à travers les sites officiels des tribunaux. À cela, CanLII ajoute plusieurs autres collections tout à fait inédites sur Internet.

L'intérêt principal de CanLII, outre le regroupement qu'il opère des documents autrefois dispersés sur le Web, a trait à la normalisation de leur présentation, de leur format et des modes offerts pour les retrouver. En plus de ses index alphabétiques ou chronologiques et de ses divers modes de recherche, CanLII offre également divers modes de navigation au sein des collections. L'utilisateur peut accéder directement à un jugement cité ou à un article de loi ou de règlement invoqué dans la décision qu'il consulte. Enfin, l'option « suivi », retourne une liste complète des documents publiés sur CanLII qui réfèrent au document consulté.

POULIN Daniel, JACQUOT François (Univ. Nancy), MAZININ Abderrazak (Rabat)

Comptoir électronique pour un marché global

Fonds francophone des inforoutes (F.F.I.), 1999-2001

Le projet vise à favoriser et accélérer le développement du commerce électronique dans les pays francophones du Sud et en transition. Il prendra la forme d'un transfert d'expertise en matière de déploiement d'activités commerciales électroniques. Les moyens retenus sont pratiques : 1) préparation d'une analyse concrète, tournée vers les besoins des gens d'affaires, des conditions actuelles du commerce électronique; 2) élaboration et diffusion de guides pratiques traitant des dimensions juridiques, commerciales et techniques de la mise en oeuvre d'un comptoir sur le Net; 3) préparation et distribution d'une boîte à outils comportant les principaux logiciels gratuits « open source » pouvant permettre la réalisation de tels sites; 4) catalogage des réussites et des expériences d'entrepreneurs du Sud et du Nord ainsi que des ressources disponibles pertinentes. Un séminaire international conclura le projet.

POULIN Daniel, BENYEKHLEF Karim, BRATLEY Paul, FRÉMONT Jacques, GENDREAU Ysolde, MACKAAYEjan, TRUDEL Pierre

Internet : droit, normativité et technologies

FCAR, Programme soutien aux équipes de recherche, 1998-2001

Les questions de recherche considérées par l'équipe de recherche Internet : droit, normativité et technologies du Centre de recherche en droit public (CRDP) se rattachent à trois grands volets. Le premier volet a trait à l'étude et au développement du cadre juridique d'Internet. Il s'agit d'identifier le contenu des normes applicables dans l'univers Internet. La seconde classe de problèmes est directement reliée à ce droit d'Internet en émergence. Dans ce volet, sont étudiés, à la faveur des exemples fournis par le développement de la normativité d'Internet, l'élaboration des normes régulatrices qui s'imposent aux sujets et l'effet des technologies sur le droit. Le troisième volet vise à développer et à adapter les technologies de l'information aux besoins et aux particularités du droit.

Internet et les nouvelles technologies de l'information et des communications posent des défis majeurs au droit. Elles contribuent en effet à redéfinir plusieurs des repères à partir desquels sont traditionnellement posés les règles de conduite. Mais en plus, ces technologies ont un effet de retour sur le droit, elles contribuent à transformer la vie juridique. Dans cette perspective, l'équipe de recherche se consacre à l'étude de trois ensembles de questions :

- le cadre juridique d'Internet, c'est-à-dire les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent faire ou qui aident à résoudre les conflits;
- l'étude du fonctionnement des différents mécanismes de régulation qui interagissent dans l'univers des technologies de l'information selon des analyses qui dépassent les seules analyses juridiques menées suivant des paradigmes étatistes et formalistes;
- la conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique.

L'ensemble des travaux, qu'ils soient de nature juridique ou informatique, sont menés suivant une approche interdisciplinaire de la méthodologie développée au CRDP.

POULIN Daniel, JACQUOT François (U. de Nancy)

***Juris International* : <http://www.jurisint.org>**

Fonds Francophone des inforoutes, Centre de commerce international, OMC/CNUCED 1998-2000

Juris International a pour objet la diffusion d'une large collection de documents juridiques relatifs au commerce international. Les sites Web et les cédéroms produits participent tous du même objectif : rendre le droit du commerce international accessible aux gens d'affaires, aux milieux d'enseignement et aux personnels des États en développement ou en transition. La dimension multilingue, français, anglais et espagnol, des ressources qui sont publiées, apparaît totalement inédite. Les milieux d'affaires, en particulier ceux des États en développement, bénéficient d'un accès plus simple à l'ensemble des outils susceptibles de leur permettre le développement de leur commerce. Créé à l'initiative du Centre de commerce international en partenariat avec les équipes de Montréal et de Nancy, ce site est destiné à devenir le point de référence documentaire pour les juristes d'affaires. Deux cédéroms ont été produits : le Compendium des textes de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) et *Juris International* Vol 1. Ce second ouvrage regroupe les textes de plus de trois cents instruments juridiques internationaux en droit du commerce international, plus d'une centaine de contrats types et diverses informations relatives aux centres de règlement des litiges. Près de cinq mille cédéroms ont été distribués.

POULIN Daniel, BENYEKHEF Karim

***Lex Media* : <http://www.juriscom.net> - <http://www.lex-electronica.org>**

FCAR, Subvention Centre et Programme Soutien aux équipes, et autres fonds

Pour assurer la circulation des informations et l'échange des réflexions en droit des technologies de communication sur le Web francophone.

POULIN Daniel

***Production de la norme de référence neutre pour la jurisprudence canadienne* : <http://www.lexum.umontreal.ca/citation/fr>**

FCAR, Programme Soutien aux équipes de recherche (partiel) et diverses sources de financement externe

Le mode de référence pour citer la jurisprudence s'appuie, au Canada comme ailleurs, sur le renvoi aux publications imprimées des décisions judiciaires. Jusqu'à récemment, cette façon de faire, bien qu'imparfaite, ne posait que peu de problème. L'apparition récente des médias numériques, incluant les cédéroms et l'Internet, révèle les limites de l'approche traditionnelle et, surtout, crée de nouveaux besoins. De plus en plus fréquemment, les décisions sont rendues disponibles en quelques heures, sans pour autant que l'on dispose pour elles d'une référence officielle. Celle-ci ne devient disponible que lorsqu'elles sont publiées dans un ouvrage papier plusieurs semaines, voire plusieurs mois plus tard. Tout aussi fréquemment, des décisions n'ont donc jamais de références officielles au sens traditionnel, et cela, même si elles sont fréquemment citées. En l'absence d'une norme commune, une série de nouveaux modes de référence devraient être introduits pour servir les fins particulières de la publication électronique. À cet égard, un mode de référence uniforme pour le Canada présente de toute évidence l'avantage de la simplicité. La norme proposée contribuera également à consolider la nature publique de la jurisprudence canadienne.

La référence neutre comporte trois éléments essentiels : (1) l'intitulé ; (2) le corps de la référence soit l'année, le code de désignation du tribunal et le numéro de séquence de la décision ; et, enfin, (3) certains éléments optionnels permettant d'augmenter la précision. La référence neutre a pour objet de permettre l'identification permanente d'une décision judiciaire quel que soit son mode de publication, sur papier ou par voie électronique. Elle est attribuée par le tribunal lui-même au moment où il rend une décision.

La mise en œuvre de la nouvelle norme est en cours. Cependant, la majorité des tribunaux supérieurs canadiens ont d'ores et déjà adopté le nouveau mode de référence élaboré.

TRUDEL Pierre

Certification de qualité des sites web - Aspects juridiques, techniques et de sécurité

Subventions d'organismes multiples 1999-2000

La certification est, pour l'essentiel, « une procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance écrite qu'un produit, un service, un système de qualité, un organisme est conforme à des exigences spécifiées ».

Les processus de certification sont utilisés depuis déjà longtemps dans certains champs d'activités. Mais leurs tenants et aboutissants varient selon les domaines d'activité. C'est ainsi qu'on parle de certification des facultés de médecine, des entreprises de produits et de services ou de certification se manifestant sous la forme de labels pouvant être apposés sur des biens vendus au public. Ce qui manque, afin de dégager les traits et tendances que prend ou est susceptible de prendre la certification des sites web, est une analyse fournissant des réponses pertinentes sur le pourquoi, le comment ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs des processus de certification.

L'étude fournira des réponses sur les dimensions techniques, juridiques et stratégiques de la certification des sites web. Elle comblera une carence manifeste dans la connaissance actuellement disponible sur ces questions au Canada.

TRUDEL Pierre, BENYEKHEF Karim

CyberTribunal

Développement économique du Canada (IDÉE-PME) 1999-2000

Le projet **CyberTribunal** était un projet expérimental visant à mettre en place un service inédit de prévention et de résolution des conflits survenant dans le cyberspace. S'inscrivant dans le cadre des recherches sur les processus de réglementation du cyberspace, le CyberTribunal visait ainsi à déterminer la faisabilité de l'utilisation de mécanismes alternatifs pour résoudre des conflits cybernétiques qui ne peuvent être pris adéquatement en charge par les moyens traditionnels du droit des États.

Le service a été l'un des premiers à répondre aux besoins des internautes, qu'ils soient commerçants ou consommateurs. En plus de constituer un instrument efficace de solution aux différends cybernétiques, il s'inscrivait dans une logique visant à favoriser le développement du commerce électronique.

La réalisation initiale du projet a été possible grâce à une subvention non-récurrente du Fonds de l'autoroute de l'information du Québec; subvention qui s'est achevée le 31 décembre 1998. Le ministère fédéral Développement économique Canada a accordé un appui au projet CyberTribunal afin de faciliter l'implication du secteur privé dans le déploiement des activités de médiation et d'arbitrage.

Faute de financement public à un niveau suffisant pour assurer la conduite de l'expérience en environnement réel, le projet a pris fin en janvier 2000. L'expérience acquise par cette recherche universitaire a été mise à contribution dans une entreprise qui est leader dans le domaine émergent de la gestion des litiges en ligne.

TRUDEL Pierre

Dimensions juridiques d'une politique de cryptographie et d'identification électronique

Direction des inforoutes, Conseil du trésor, ministre délégué au développement des inforoutes
1999-2000

La question de l'identification dans les environnements électroniques s'inscrit dans celle, plus large et plus familière, de l'identification dans les relations sociales. Pour assurer le déroulement de la plupart des activités, tous doivent procéder à l'identification des personnes physiques, des personnes morales et des choses. Il est en effet essentiel, pour la plupart des interactions humaines, de savoir à qui l'on a affaire. C'est pourquoi on définit l'identification comme un processus d'information par lequel on compare de l'information afin d'avoir le degré de certitude requis à l'égard des qualités de la personne avec laquelle on entre en contact.

La question de l'identification dans les environnements de commerce électronique s'inscrit donc dans celle, plus large et plus familière, de l'identification dans les relations sociales. Pour appréhender l'identification dans les environnements de commerce électronique et bien cerner les exigences en ces matières, il faut caractériser ce qu'est le processus d'identification dans le monde physique et comment il est encadré par le droit et la déontologie. La cryptographie et les autres moyens qui peuvent être utilisés afin d'identifier les personnes dans les transactions se déroulant sur Internet ou dans d'autres réseaux sont autant de mécanismes servant à procurer les informations nécessaires pour identifier correctement les parties à une transaction.

Afin de fournir des repères utiles au développement d'une politique publique, l'étude situe ce qu'est le processus d'identification au plan du droit. On y décrit ce qu'est l'identification, lorsqu'il s'agit de réaliser une transaction, puis comment se présente la problématique de l'identification lorsqu'il s'agit de réaliser une transaction dans un environnement électronique.

L'étude permet de constater que le processus d'identification est essentiellement une démarche visant à réduire les risques et l'incertitude qui peuvent exister lorsqu'on veut entrer en relation avec une autre personne. Dans le contexte du commerce électronique, le cadre juridique de l'identification se présente, pour une bonne part, comme un ensemble de moyens et mécanismes afin de réduire l'incertitude et d'assurer un niveau acceptable de risques aux personnes désireuses de devenir partie à une transaction. Il importe en effet d'apprécier les besoins d'identification en partant d'une analyse des besoins réels en matière d'identification plutôt que de préconiser la mise en place généralisée de mécanismes lourds de cryptographie.

TRUDEL Pierre

Élaboration d'un guide sur l'éthique dans l'utilisation des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'inforoute

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes 1999-2000

Ce projet vise à élaborer un guide sur la conduite à tenir dans l'utilisation des renseignements nominatifs et dans la conception et mise en place des méthodes d'identification électronique des citoyens.

On y mène une démarche visant principalement à :

- identifier les enjeux déontologiques de la mise en place des méthodes d'identification électronique des citoyens selon le modèle envisagé par le gouvernement;
- identifier les préoccupations des groupes représentatifs du public-usager au plan des questions telles que la protection de la vie privée, la circulation dans le réseau de certains types de contenus, le cadre de la réalisation des transactions et d'autres questions qui pourraient ressortir des consultations;
- produire un guide sur la conduite à tenir dans l'utilisation des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'inforoute.

La notion d'éthique est ici entendue comme l'ensemble des principes et règles à suivre dans le déroulement d'une activité.

TRUDEL Pierre, LAMBERTERIE Isabelle De (CECOJI-CNRS)

Élaboration des règles de conduite sur les inforoutes - Guide méthodologique

Ministère des Relations internationales du Québec, CECOJI-CNRS 1999-2000

Ce projet vise à réaliser un guide sûr, adapté aux particularités du cyberspace et destiné aux différentes clientèles susceptibles de s'impliquer dans le développement de règles de conduite dans des sites Internet ou dans d'autres environnements électroniques.

Les débats entourant la problématique de la régulation et de la réglementation d'Internet ont fait ressortir l'intérêt d'une réflexion sur la méthodologie d'élaboration des règles de conduite dans cet environnement virtuel. Cette réflexion va déboucher sur un guide des précautions, conditions et démarches à suivre pour l'élaboration des règles du jeu d'Internet. Le projet s'inscrit dans les initiatives visant à appuyer la création et le développement de réseaux sites et services pour les francophones. Il le fait par la mise à disposition des acteurs d'Internet ayant le français en partage d'un instrument qui facilitera l'élaboration et la mise en place de leurs règles de conduite. L'ouvrage est destiné aux différentes clientèles susceptibles de participer au développement de règles de conduite dans des sites Internet ou dans d'autres environnements électroniques. Le 2^e semestre de l'année 2001 verra se mettre en place les différentes formes de diffusion et de promotion du guide. Il est prévu une suite à l'ouvrage via un site dynamique permettant de recueillir les réactions et les expériences sur l'élaboration des codes de conduite.

TRUDEL Pierre

Guide pour l'implantation des services de courriel en milieu scolaire

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes 1999-2000

Ce projet vise à mettre au point une approche systématique afin d'établir des règles du jeu appropriées lors de l'implantation de services de courriel dans les écoles. Cette approche tente de répondre aussi bien aux exigences des lois qu'aux soucis, vulnérabilités, inquiétudes et préoccupations des usagers et publics concernés.

Le courriel est perçu à la fois comme un outil pédagogique et une fonctionnalité permettant d'entrer en interaction avec d'autres dans le contexte scolaire et en dehors de celui-ci. Son implantation en contexte éducatif doit s'inscrire dans une logique d'apprentissage des responsabilités inhérentes à son utilisation. Lorsqu'on y a recours dans le cadre d'activités d'apprentissage, la mise en place du courrier électronique doit être accompagnée de précautions appropriées à la nature de cet outil.

Le guide décrit la démarche à privilégier et propose des instruments afin de favoriser une mise en œuvre de services de courriel scolaires qui soit respectueuse des exigences en matière de protection de la vie privée.

TRUDEL Pierre

Guide sur la protection de la vie privée dans les services de courrier électronique en site web

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes 1999-2000

Ce guide expose comment déterminer les risques reliés à la vie privée lors de l'exploitation d'un service de courriel en site web. Il indique comment mettre en place les politiques et processus afin de les réduire. La méthode mise au point identifie les questions à se poser lors du développement de pareils services. Elle indique comment y apporter réponse dans l'ordre approprié. Une telle démarche permet d'assurer la mise en place de mesures vraiment efficaces et n'imposant pas des fardeaux injustifiés aux entreprises et aux usagers.

Ainsi, il faut premièrement identifier les situations qui se présentent lors de la mise en place et de l'exploitation d'un service de courriel qui sont susceptibles de soulever des préoccupations relatives à la protection de la vie privée des usagers. Deuxièmement, il faut identifier les exigences des lois québécoises relatives à la protection de la vie privée et des renseignements personnels.

Troisièmement, il faut déterminer les moyens afin d'assurer la mise en place et le fonctionnement de services de courriel fonctionnant dans le respect de la législation québécoise protégeant la vie privée.

TRUDEL Pierre

Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information

CRSH, Canadian Journalism Foundation (Projet mené conjointement par David Taras, U. of Calgary, Allan Tupper, U. of Alberta, David Schneiderman, U. of Toronto, Florian Sauvageau, U. Laval)

L'étude analyse les rapports médiatiques et les stratégies de couverture des médias canadiens à l'égard de certaines décisions de la Cour suprême du Canada. Les comptes rendus médiatiques d'un échantillon représentatif de décisions sont analysés et comparés notamment en ce qui a trait à la perspective retenue pour la couverture.

L'étude vise à documenter le rôle des médias dans l'information des citoyens à l'égard des droits constitutionnels.

Axe 3 — Théories du droit et du changement social

L.AJOIE Andrée, ROCHER Guy

Théories et émergence du droit

CRSH, Subvention, 1999-2002

Les activités de recherche conduites par notre équipe sont toutes orientées vers une même interrogation sur le droit et s'intègrent toutes sous le thème *Théories du droit et changement social*. Elles participent à une même ambition : réfléchir le droit en tant que processus continu d'élaboration des normes. Nous cherchons à dépasser dans ce sens la simple question du « surgissement des normes juridiques » pour nous pencher également sur les modalités qui président à leur création et à leur transformation continue. Nous entendons répondre par là à quelques questions plus précises : comment le droit s'élabore-t-il dans la foulée des interactions sociales, quelle part les institutions prennent-elles dans l'énonciation des normes juridiques, dans leur interprétation et leur application, quelles relations ces normes entretiennent-elles entre elles, quelle est leur effectivité concrète, comment sont-elles reçues par ceux et celles qu'elles sont censées orienter et encadrer, et dont elles sont souvent issues?

Un tel programme exige évidemment la comparaison de multiples approches théoriques. Nous entendons ainsi concilier les apports de la théorie du droit, telle qu'elle est entendue chez les juristes, avec les perspectives théoriques et empiriques proposées par les sciences sociales. Aussi le terme *Théories* doit-il être compris ici dans sa forme plurielle. Nos travaux visent la convergence de ces diverses perspectives. Il s'agit là d'un parti pris déjà ancien. Il a largement contribué jusqu'ici à l'enrichissement de nos recherches. Nos travaux antérieurs démontrent la nécessité d'une telle ambition en même temps que ses exigences épistémologiques. Nous croyons ainsi contribuer au développement d'une meilleure compréhension du droit, mais aussi à l'enrichissement de la recherche interdisciplinaire. La réalisation de cet objectif suppose cependant le dépassement d'une conception traditionnelle du droit. Un renouvellement de la théorie du droit implique que le droit édicté, écrit et sanctionné soit réintroduit dans le cadre plus vaste des normativités sociales.

Nos recherches sont axées sur quatre concepts : **pluralisme** (existence de références normatives parallèles et potentiellement contradictoires dans le cadre même de l'ordre juridique établi par l'État mais, également, la mise en concurrence de l'ordre juridique institué avec d'autres ordres juridiques non étatiques, sinon d'autres références plus ou moins formalisées, souvent implicites); **surdétermination** (efficace du champ des valeurs et des intérêts qui fondent la normativité au moment de sa production en même temps que de l'interprétation variable du contenu des normes dans le temps, au gré de rapports de forces et de contextes socio-politiques particuliers); **effectivité** (effets observables –attendus ou inattendus– des normes juridiques sur les comportements) et, enfin,

légitimité (caractère nécessaire et désirable des normes elles-mêmes, quelle que soit l'autorité qui les a édictées et formalisées.

Financées entre autres par le CRSH et FCAR, ces recherches portent sur des objets concrets variés — qui nous servent de champ d'induction et de vérification de nos hypothèses théoriques. Pour l'année 1999-2000, nous avons poursuivi et terminé des projets déjà en cours sur *les constitutions post-modernes* (Macdonald) et sur *les valeurs minoritaires et le discours judiciaire* (Lajoie); poursuivi des recherches déjà amorcées sur *les valeurs traditionnelles et les normes autochtones* (Lajoie) et *l'émergence et la légitimité des normes en matière de santé* (Rocher), de même que sur *la médiation en matière familiale* (Noreau), et mis en route de nouveaux projets sur *la mobilisation politique du droit* (Noreau) et *l'effectivité de la Charte et l'arbitrage de griefs* (Rocher, Coutu).

NOREAU Pierre

Médiation familiale et résolution de conflit : analyse des effets de contrainte

FCAR, Programme Établissement de nouveaux chercheurs, 1998-2001

La recherche porte sur l'exécution des ordonnances de divorce. Dans le cadre d'une recherche antérieure, 50 entrevues semi-structurées ont été réalisées auprès de personnes ayant vécu un divorce par la voie judiciaire traditionnelle et 50 entrevues auprès de personnes ayant recouru librement à la médiation familiale. Cette recherche visait à établir le mode de résolution le plus susceptible de conduire à un règlement satisfaisant et applicable aux parties, compte tenu de la situation originale des conjoints (nature et sévérité du conflit, initiative du divorce, violence conjugale, relations avec les tiers, rapport aux enfants du mariage, situation matérielle des conjoints). Le projet de loi 65 adopté en juin 1997 par le législateur québécois entend maintenant favoriser la médiation familiale en rendant obligatoire la rencontre d'un médiateur avant le début de toute audience au tribunal, et en finançant les premières séances de médiation. Cette situation pose cependant concrètement une question qui était jusqu'ici très théorique : en situation comparable, la médiation « sous contrainte » peut-elle connaître les mêmes effets que la médiation volontaire? La conduite de 50 nouvelles entrevues semi-structurées nous permettra d'évaluer l'effectivité de ce nouveau cas de figure, dans une perspective de sociologie du droit.

Axe 4 — Transfert des connaissances en matière de gouvernance

FRÉMONT Jacques

Démocratie et Médias

Agence d'exécution : Université de Montréal/CRDP

Appuyé par l'Agence canadienne de développement international

Phase I : 1996-2000

L'objectif du Projet Démocratie et médias est de «promouvoir et de renforcer l'exercice de la démocratie à travers et par la liberté de presse en Afrique de l'Ouest, sur la base d'un engagement plein et entier des gouvernements et de la participation de la société civile ». Son objet consiste à appuyer la mise en place d'un cadre permettant de soutenir et de consolider la liberté de presse par la formation, la préparation et l'accompagnement des journalistes, des dirigeants politiques et des juristes et de stimuler le développement d'une culture permettant la libre circulation de l'information.

Il s'agit d'un projet régional qui organise des activités dans quatre pays de la sous-région, à savoir le Bénin, le Mali, la Guinée et le Ghana. Dans chaque pays couvert, un soutien bien concret à l'émergence d'une presse forte, viable et pluraliste est apporté. Par ailleurs, le projet se caractérise par une approche qui peut être qualifiée de pluraliste; il part du postulat que la liberté de presse n'appartient pas qu'aux seuls journalistes ou aux médias qui les emploient. Les dirigeants politiques, les fonctionnaires, le pouvoir judiciaire et la communauté juridique ont chacun un rôle particulier à

l'égard de l'émergence et du développement d'une véritable liberté de presse. C'est pourquoi le projet a choisi d'intervenir de manière prioritaire auprès des différents acteurs qui, d'une manière ou d'une autre, peuvent influencer l'évolution des choses.

L'épine dorsale du Projet est la mise sur pied et la dispensation d'un programme de formation complet de deuxième cycle portant spécifiquement sur la liberté de presse, la démocratie et la bonne gouvernance.

FRÉMONT Jacques

Formation des juges seniors chinois

Agence d'exécution : Université de Montréal/CRDP

Partenaires : Université McGill, Institut canadien d'administration de la justice

Appuyé par l'Agence canadienne de développement international

1998-2003

L'objectif du Projet de formation des juges seniors chinois est à moyen terme de contribuer au renforcement de la qualité du pouvoir judiciaire en Chine tout en lui permettant de mieux comprendre le concept de la primauté du droit. Il s'agit, de façon plus spécifique, de former des formateurs de juges à devenir des agents de changement tout en leur fournissant le cadre conceptuel leur permettant de comprendre les grands systèmes juridiques occidentaux.

S'agissant de former des formateurs de juges, le cœur du projet consiste à fournir un programme de formation sur mesure qui est dispensé à Montréal sur une période de dix mois. Quatre unités regroupent les activités de formation, à savoir le droit substantif, la théorie du droit, la pratique judiciaire ainsi que la pédagogie du droit. Cette formation est suivie par un stage auprès de cabinets ainsi qu'à la cour. En préparation à leur participation au programme dispensé à Montréal, les stagiaires ont participé à un programme spécial de formation dispensé au National Judges College de Beijing. Au terme de leur séjour montréalais ces juges participent à un programme de réintégration en Chine avant de débiter leur carrière de formateur au National Judges College. Au terme du Projet, une trentaine de juges auront ainsi été formés.

SECTION 3 : FINANCEMENT

Subventions obtenues en 1999-2000 *

SUBVENTIONS, COMMANDITES ET CONTRATS DE RECHERCHE 1999-2000	
(1er juin 1999 au 31 mai 2000)	
1) INFRASTRUCTURE	
CÉDAR	551 000
FCAR	156 760
2) SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE	
CRSNG	154 660
CRSH	44 225
CRM	170 752
FCAR	64 550
FRSQ	481 770
CONTRATS	1 213 250
3) ÉQUIPEMENT	
CRM	2 362
TOTAL	2 839 329 \$

* Pour une liste détaillée des subventions et des projets en cours au CRDP, voir en annexe.

RÉALISATIONS DU CRDP EN 1999-2000

1. Publications et réalisations

	<i>Quantité</i>
➤ Livres	5
➤ Chapitres de livres	23
➤ Articles	42
➤ Autres	44
➤ À paraître	37
➤ Conférences	144

➤ Livres

ABRAN, France, Anne-Marie BOISVERT, Jacques FRÉMONT, Richard LANGELIER et Pierre TRUDEL, *Le cadre juridique de la gestion des sinistres au Québec*, Étude sectorielle du rapport de la Commission scientifique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenus du 5 au 9 janvier 1998, Québec, Les publications du Québec, 1999, 385 p.

COUTU, Michel, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?*, Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 545 p.

MACKAAY, Ejan (dir.), *Les certitudes du droit/Certainties of the Law*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2000, 278 p.

MACKAAY, Ejan et Ysolde GENDREAU, *Législation canadienne en propriété intellectuelle/Canadian Legislation on Intellectual Property*, 2000, Toronto, Carswell, 1999, 837 p.

TRUDEL, Pierre, *Cyberspace and Electronic Commerce Law : General Principles and Legal Issues*, Montréal, Canada-China Senior Judges Training Project, June 1999.

➤ Chapitres de livres

BENYEKHFLEF, Karim et Vincent GAUTRAIS, «CyberArbitration», dans Makoto IBUSUKI (dir.), *Cyberspace Law in Japan* (En japonais), Tokyo, 2000.

COUTU, Michel, « Introduction : Droits fondamentaux et citoyenneté », dans Michel COUTU, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, p. 1-20.

COUTU, Michel, « La nation entre communauté et société. Réflexions autour de Ferdinand Tönnies et de Max Weber », dans Michel COUTU, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, p. 141-161.

(Chapitre de livres - Suite)

GENDREAU, Caroline, « Nouvelles normes internationales et droits fondamentaux : un problème d'effectivité du droit dans la création du droit », dans Michel COUTU, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, pp. 483-525.

GENDREAU, Ysolde, « A Technologically Neutral Solution for the Internet : Is it Wishful Thinking? », in P. TORREMANS et I. STAMATOUDI (éds.), *Copyright in the New Digital Environment : The Need to Redesign Copyright*, Londres, Sweet & Maxwell, 2000 (à paraître); in Formation permanente du Barreau du Québec, éd., *Développements récents en droit du divertissement (2000)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, inc., 2000, p. 17-35.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Human Rights and Genomics », dans Carol BERGER (dir.), *Peace, Justice and Freedom : Human Rights Challenges for the New Millenium*, Alberta, The University of Alberta Press, 2000, pp. 259-265.

KNOPPERS, Bartha Maria, « The Ethical and Legal Implications of Pharmacogenomics », dans Paul WILLIAMS et Sarah CLOW (dir.), *Genomics, Healthcare and Public Policy*, Office of Health Economics, 1999, pp. 58-63.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Genetics and the Law », dans J. DOWNIE & T. CAULFIELD (dir.), *Canadian Health Law and Policy*, Toronto, Butterworths, 1999, pp. 353-374.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Biotechnology : Sovereignty and Sharing », dans T. CAULFIELD & W.B. WILLIAMS-JONES (dir.), *The Commercialization of Genetic Research : Ethical, Legal and Policy Issues*, New-York, Plenum Publishing Corporation, 1999, pp. 1-11.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Who Should Have Access to Genetic Information », dans J. BURLEY (dir.), *The Genetic Revolution in Human Rights*, The Oxford Amnesty Lectures 1998, New-York, Oxford University Press, 1999, pp. 39-53.

LAJOIE, Andrée, Hugues MELANÇON, Guy ROCHER et Richard JANDA, « Quebec Conceptions of Aboriginal Rights », dans C. COOK et J.D. LANDAU (dir.), *Aboriginal Rights and Self Government*, Montreal/Kingston, McGill/Queen's University Press, pp. 167-185, repris de « Quebec Conceptions of Aboriginal Rights », (1998) 123 *R.C.D.S.* 63-86.

LEROUX, Thérèse, « A-T C-G : aliments transgéniques et contrôle gouvernementaux », dans *Développements récents en droit de l'environnement*, Service de la formation permanente, Barreau du Québec, vol. 139, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2000, pp. 403-426.

MACKAAY, Ejan, Présentation, dans Ejan MACKAAY (dir.), *Les certitudes du droit/Certainties of the Law*, Montréal, Éditions Thémis, 2000, ix-xviii.

MACKAAY, Ejan, Les matières *History of Law & Economics* (0200) et *Schools and Approaches* (0500), dans Boudewijn BOUCKAERT et Gerrit De GEEST (dir.), *Encyclopedia of Law and Economics*, Internet : <http://allserv.rug.ac.be/~gdegeest/> et à paraître Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishers (mars 2000).

MACKAAY, Ejan, « Intellectual Property », in Christopher B. GRAY (dir.), *The Philosophy of Law : An Encyclopedia*, New York, Garland Publishing, 1999, t. 1, 423-425.

MACKAAY, Ejan, « Legislation and Codification », in Christopher B. GRAY (dir.), *The Philosophy of Law : An Encyclopedia*, New York, Garland Publishing, 1999, t. 2, 491-493.

MACKAAY, Ejan (dir.), « On Property Rights and their Modifications », dans Martin M.G. FASE, Walter KANNING et Donald A. WALKER (dir.), *Economics, Welfare Policy and the History of Economic Thought – Essays in Honour of Arnold Heerje*, Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing, 1999, chap. 14, pp. 245-264.

(Chapitre de livres - Suite)

MACKAAY, Ejan, « Information, risque et assurance », dans Danièle BOURCIER (dir.), *Savoir innover en droit – Concepts, outils, systèmes – Hommage à Lucien Mehl*, Paris, Documentation française, 1999, pp. 77-95.

MOLINARI, Patrick A., « Les voies de collaboration scientifique université-industrie au Québec : la nécessité de baliser les parcours », dans Christian HERVÉ (éd.), *L'éthique en mouvement*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1999.

NOREAU, Pierre, « Le droit comme vecteur politique de la citoyenneté. Cadre d'analyse pour l'étude des rapports collectifs entre majorité et minorités », dans Michel COUTU, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, pp. 323-359.

ROCHER, Guy, « Droits fondamentaux, citoyens minoritaires, citoyens majoritaires », dans Michel COUTU, Pierre BOSSET, Caroline GENDREAU et Daniel VILLENEUVE (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté. Une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, pp. 23-41.

ROCHER, Guy, « Savoir et responsabilité : un problème de pouvoir », dans Michel de SÈVE et Simon LANGLOIS (dir.), *Savoir et responsabilité*, Éditions Nota Bene, 1999, pp. 51-66.

TRUDEL, Pierre, « L'influence des modèles américains dans la réglementation des industries culturelles – quelques intuitions », dans Florian SAUVAGEAU (dir.), *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999, pp. 17-31.

➤ Articles

COUTU, Michel, « Les clauses dites 'orphelins' et la notion de discrimination dans la *Charte des droits et libertés de la personne* », (2000) *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 55, n° 2, 296-319.

GAUTRAIS, Vincent, Karim BENYEKHEF et Pierre TRUDEL, « Les limites apprivoisées de l'arbitrage cybernétique : l'analyse de ces questions à travers l'exemple du CyberTribunal », (1999) 3 *R.J.T.* 537-587.

CARDINAL, Geneviève, « La commercialisation de la recherche en génétique et son impact sur la communication des résultats », (1999) 7 *Health Law Journal* 35.

CARDINAL, Geneviève, Mylène DESCHÊNES, Bartha Maria KNOPPERS et Kathleen CRANLEY GLASS, « Recherche en génétique humaine et consentement », dans *La recherche en génétique humaine : cadre éthique*, RMGA, mai 2000, p. 18.

CARDINAL, Geneviève, Mylène DESCHÊNES, Bartha Maria KNOPPERS et Kathleen CRANLEY GLASS, « Recherche en génétique et mise en banque d'ADN, Formulaire de consentement », dans *La recherche en génétique humaine : cadre éthique*, RMGA, mai 2000, p. 35 et suiv.

CHASSIGNEUX, Cynthia, « France : CNIC, spamming et protection des données personnelles », E-Law, n° 13-14, octobre-novembre 1999 (<http://juriscom.net/elaw/e.law13/14.mtm>).

GAUTRAIS, Vincent, « La labellisation des sites Internet : un sésame voué à la sécurité du consommateur », (1999) 3 *Ubiquité* 91.

GAUTRAIS, Vincent, Karim BENYEKHEF et Pierre TRUDEL, « Les limites apprivoisées de l'arbitrage cybernétique : l'analyse de ces questions à travers l'exemple du Cybertribunal », (1999) 33 *R.J.T.* 537-587.

GENDREAU, Ysolde, « El derecho de reproduccion e Internet », (1998-1999) 4 *Revista de derecho privado* 1-21.

GENDREAU, Ysolde, « The Copyright Civilisation in Canada », (2000) *Intellectual Property Quarterly* 84-102.

(Articles - Suite)

GENDREAU, Ysolde, « La civilisation du droit d'auteur au Canada », (2000) *Revue internationale de droit comparé* 101-123.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Biotechnology and Public Policy », (1999) *McGill Law Journal* 559-566.

KNOPPERS, Bartha Maria et Alexandre-Philippe AVARD, « L'immunité légale de la femme enceinte et l'affaire Dobson », (2000) 45 *McGill L.J.* 315-335.

KNOPPERS, Bartha Maria et Claude M. LABERGE, « Éthique et génome : défi 2000, L'être humain n'est-il qu'une autre sorte d'espèce? », (2000) 16(1) *Médecine/sciences* 64-66.

KNOPPERS, Bartha Maria et Claude M. LABERGE, « Ethical Guideposts for Allelic Variation Databases », (2000) 15(1) *Human Mutation* 30-35.

KNOPPERS, Bartha Maria, Marie HIRTLE et Kathleen GLASS, « Commercialization of Genetic Research and Public Policy », (1999) 286 *Science* 2277-2278.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Cloning : an international comparative overview on cloning human beings », Report and Recommendations of the National Bioethics Advisory Commission, Volume II, Rockville Maryland, 1999, G.-G.13.

LAJOIE, Andrée, « Taiaiake Alfred, Peace Power and Righteousness : An Indigenous Manifesto : une analyse trans-culturelle des pièges du post-colonialisme », (1999) 29,3 *Revue de Recherche amérindienne* 121-122.

LAJOIE, Andrée, Éric GÉLINEAU et Richard JANDA, « When Silence is no Longer Acquiescence : Gays and Lesbians under Canadian Law », (1999) 14 *R.C.D.S.* 101-126.

LAJOIE, Andrée, Michelle GIROUX et Guy ROCHER, « L'émergence de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* de 1991 : une chronologie des événements », (1999) 33,3 *R.J.T.* 659-695.

MACKAAY, Ejan, « Scolie sur le risque et l'assurance », (2000) 34 (1) *Revue juridique Thémis* 159-190.

MACKAAY, Ejan, « L'édition électronique par et pour la communauté scientifique », (1999) 12 *Cahiers de propriété intellectuelle* 159-184.

MOLINARI, Patrick A., « L'organizzazione del servizio sanitario in un sistema federale : il Quebec », *Sanità Pubblica*, (1999) 7/8 :959-969.

NOREAU, Pierre, « Notions juridiques et réalité sociale : un éternel divorce ou un divorce nécessaire? : le cas du droit de la famille », (1999) *Revue juridique Thémis*, vol. 33, n° 2, pp. 307-325.

OBADIA, Alexandra, « L'incidence des tests d'ADN sur le droit de la filiation », (2000) 45(2) *McGill Law Journal* 483-526.

ROCHER, Guy, « Origine et élaboration de l'Énoncé des trois Conseils sur l'éthique de la recherche avec les sujets humains », *NCEHR Communiqué CNERH*, numéro double 9(2) et 10(1), p. 4-6.

ROCHER, Guy, « Le lien social et les réformes », *Bulletin de l'Association internationale des sociologues de langue française*, n° 16, 2000, pp. 121-129.

THOUMYRE, Lionel, « L'ensemble journalistique : entre le collectif et la collaboration », *Les Cahiers de Propriété Intellectuelle*, vol. 12, n° 2, janvier 2000, pp. 421-448.

THOUMYRE, Lionel, « Approche contractuelle de l'édition d'œuvres littéraires sur Internet », *Cahiers du CRID*, n° 16, novembre 1999, pp. 51-64.

THOUMYRE, Lionel, « Protection des bases de données en droit canadien », écrit en collaboration avec Pierre Emmanuel Moyse, *Droit de l'Informatique et des Télécommunications*, n° 99/4, pp. 89-90.

(Articles - Suite)

THOUMYRE, Lionel, « Canada et États-Unis : le CRTC et la FCC se déchargent de la réglementation de l'Internet », *Droit de l'Informatique et des Télécommunications*, n° 99/4, pp. 91-92.

THOUMYRE, Lionel, « L'échange des consentements dans le commerce électronique », *Lex Electronica*, vol. 5, n° 1, printemps 1999, <<http://www.lex-electronica.org>>.

THOUMYRE, Lionel, « Le champ d'application de la Proposition de directive européenne 98-586 relative à certains aspects du commerce électronique », actes du colloque de Strasbourg du 8 octobre 1999, *Les Affiches Moniteur*, 1999.

THOUMYRE, Lionel, « Anonymat sur Internet : la quête de l'invisibilité », *Revue Dire*, vol. 8, n° 3, été 1999, pp. 34-36.

THOUMYRE, Lionel, « Le mannequin et l'hébergeur : l'affaire Altern B », écrit en collaboration avec Maître Thibault Verbiest, *Juriscom.net*, avril 1999, <<http://www.juriscom.net>>.

THOUMYRE, Lionel, « La protection des œuvres numériques sur Internet », *Multimediam*, janvier 1999, <<http://www.mmedium.com>>.

THOUMYRE, Lionel, « Analyse des politiques nord-américaines en matière de cryptographie », *Juriscom.net*, novembre 1998, <<http://www.juriscom.net>>.

THOUMYRE, Lionel, « Mise en scène des nouveaux moyens de paiement sur Internet », *Multimediam*, novembre 1998, <<http://www.mmedium.com>>.

THOUMYRE, Lionel, « The Regulation of Illicite Messages Diffused on the Internet », Thesis, Master of Arts, *Juriscom.net*, 1996, <<http://www.juriscom.net>>.

TRUDEL, Pierre, « La propagande haineuse en droit canadien et américain », (1999) 1 *Media Lex* 12.

TRUDEL, Pierre et Karim BENYEKHLIF, « Le droit à la vie privée protège des caprices mais pas de l'espionnage! », *La Presse*, 17 septembre 1999.

TRUDEL, Pierre, « Poursuites en diffamation et censure des débats publics, Quand la participation aux débats démocratiques nous conduit en cour », *Bulletin de droit municipal*, 1999.

➤ Autres

ABRAN, France et Pierre TRUDEL, (avec la collaboration de Sophie Hein, Constantina Antonopoulos, Luc Boucher, Anne-Marie Laberge et Serge Parisien), *Liberté de presse en démocratie : Principes généraux (cours 1101)-Mali*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), février 1999.

ABRAN, France et Pierre TRUDEL, (avec la collaboration de Sophie Hein, Constantina Antonopoulos, Luc Boucher, Anne-Marie Laberge et Serge Parisien), *Liberté de presse en démocratie : Principes généraux (cours 1101)-Guinée*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), février 1999.

ABRAN, France, *Journalisme en démocratie-Questions prospectives et sociales (cours 8204)*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), octobre 1999.

DESCHÊNES, Mylène, Réseau de médecine génétique appliquée, Énoncé de principes : Recherche en génomique humaine version 2000, 24 février 2000.

(Autres - Suite)

LAJOIE, Andrée, Critique de livre, Alfred TAIATAKE *Peace Power and Righteousness an Indigenous Manifesto*, Une analyse trans-culturelle des pièges du post-colonialisme, 1999, Recherche amérindienne, 121-122.

LANGELIER, Richard E. assisté de Pascal Bascaron, *Liberté de presse, bonne gouvernance et démocratie : L'expérience étrangère (cours 8215) - Tome 1*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), 1999.

LANGELIER, Richard E. assisté de Pascal Bascaron, *Liberté de presse, bonne gouvernance et démocratie : L'expérience étrangère (cours 8215) - Tome 2*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), 1999.

MACKAAY, Ejan, *Compte rendu de de Cock Buning, Madelaine, Auteursrecht en informatietechnologie – Over de Beperkte Houdbaarheid van technologiespecifieke regelgeving*, Amsterdam, Otto Cramwinkel Uitgever, 1998, 181 p. (ISBN 90 75727 739), (2000) 161 Rechtsgeleerd Magazijn Themis 110-111 (en néerlandais).

NOREAU, Pierre, Recension, Jean-Guy BELLEY (dir.), *Le droit soluble : contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, L.G.D.J. (coll. Droit et Société) 1996, 279 pages, 1999 *Droit et Société* 41, pp. 171-174.

NOREAU, Pierre et Caroline GENDREAU, *La médiation familiale : attentes, conditions et prédispositions des conjoints*, Rapport de recherche, Montréal, CRDP, mars 2000, 108 p.

NOREAU, Pierre, Suzanne DUGRÉ, Martin BARON, Diane GUILLEMETTE et Daniel LANGLOIS, *L'insertion sociale et l'intégration professionnelle des jeunes : un projet de recherche pour l'Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn-Noranda, Conseil de développement régional de l'Abitibi-Témiscamingue, mai 1999, 125 pages.

NOREAU, Pierre et Patrice LEBLANC, « Les jeunes quittent les régions pour la ville : Migration à sens unique », *Le Devoir*, 12 octobre 1999, p. A-9.

ROCHER, Guy, Préface de *La sociologie de Raymond Boudon*, par Gao Assogba, Québec et Paris, Presses de l'Université Laval et l'Harmattan, 1999, pp. XIII-XVI.

ROCHER, Guy, Préface de *Québec 2000. Multiples visages d'une culture*, sous la direction de Robert Lahaise, Montréal, Éditions Hurtubise-HMH, 1999, pp. 11-15.

ROCHER, Guy, Postface, « Des intellectuels à la recherche d'une notion québécoise », dans *Penser la nation québécoise*, sous la direction de Michel Venne, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 2000, pp. 283-296.

SALVAS, Bertrand, « Cybernotes : Chronique mensuelle en droit du cyberspace », *L'entracte*, Chambre des notaires du Québec.

THOUMYRE, Lionel, « Électrochoc pour le commerce électronique », *Netsurf* n° 48, mars 2000, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Les hébergeurs dans l'incertitude », *Netsurf* n° 47, février 2000, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Données sans reprendre », *Netsurf* n° 46, janvier 2000, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Spam: quelle réglementation ? », *Netsurf* n° 45, décembre 1999, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « À vos marques ! », *Netsurf* n° 44, novembre 1999, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Presse et Internet », *Netsurf* n° 43, octobre 1999, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Preuve et signature numériques », *Netsurf* n° 42, septembre 1999, p. 28.

THOUMYRE, Lionel, « Les intermédiaires en stand-by », *Netsurf* n° 38, mai 1999, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Autoréglementation : un guide pour tous », *Netsurf* n° 37, avril 1999, p. 16.

(Autres - Suites)

THOUMYRE, Lionel, « Respect des droits d'auteur », *Netsurf* n° 36, mars 1999, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Dossier spécial : Le droit à l'épreuve du réseau », *Netsurf* n° 36, mars 1999, pp. 54-58.

THOUMYRE, Lionel, « La quête de l'invisibilité sur Internet », *Netsurf* n° 35, février 1999, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « La crypto encore au fond du trou », *Netsurf* n° 34, janvier 1999, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Protection du cyberconsommateur », *Netsurf* n° 33, décembre 1998, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Email publicitaires : tarir à la source », *Netsurf* n° 32, novembre 1998, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Pseudonymes et noms de domaine », *Netsurf* n° 31, octobre 1998, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Les hébergeurs dans les filets de la justice », *Netsurf* n° 30, septembre 1998, p. 16.

THOUMYRE, Lionel, « Liens hors la loi », *Netsurf* n° 29, août 1998, p. 10.

THOUMYRE, Lionel, « Plongée dans les lobbys du Net en France », *Point Net* n° 21, août 1998, pp. 66-69.

THOUMYRE, Lionel, « Spam : protégez vos mails des escrocs et des fous », *Point Net* n° 16, mars 1998, pp. 62-66.

THOUMYRE, Lionel, « Noms d'ois eaux à Saint Trop' », *Planète Internet* n° 25, décembre-janvier 1997-98, p. 32.

THOUMYRE, Lionel, « Zone de non-droit : au-delà du mythe », *Planète Internet* n° 24, novembre 1997.

THOUMYRE, Lionel, « La rançon des pirates », *Planète Internet* n° 23, octobre 1997.

THOUMYRE, Lionel, « Le trouble des affaires Queneau », *Planète Internet* n° 22, septembre 1997.

TRUDEL, Pierre, Juliette AQUILINA et France ABRAN, *Régime des médias audiovisuels en démocratie (cours 8002)*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), 2000.

TRUDEL, Pierre, France ABRAN, Sophie HEIN et Nouri LAJMI, *Liberté de presse et droits concurrents (cours 1201) et Liberté de presse en démocratie : stage et encadrement (cours 1202)-Guinée*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), 1999.

TRUDEL, Pierre, France ABRAN, Sophie HEIN et Nouri LAJMI, *Liberté de presse et droits concurrents (cours 1201) et Liberté de presse en démocratie : stage et encadrement (cours 1202)-Mali et Bénin*, Projet démocratie et médias, Soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), 1999.

VON TIGERSTROM, Barbara, Mylène DESCHÊNES, Bartha Maria KNOPPERS et Timothy CAULFIELD, *Rapport : Opportunities and Barriers for Access to and Use of Cancer Patient Information for Surveillance Purposes : A Systematic Review of Legislation, Regulations, Policies and Guidelines*, Canadian Coalition on Cancer Surveillance, March 2000.

➤ À paraître

CARDINAL, Geneviève, Mylène DESCHÊNES, Bartha Maria KNOPPERS et Kathleen Cranley GLASS, « Recherche en génétique humaine et consentement ». (En préparation)

CARDINAL, Geneviève, « La communication des résultats de recherche sous le règne de la commercialisation du génome humain – Problématique éthique et juridique », *Health Law Journal*. (Accepté pour publication)

DUBREUIL, Christianne, Jean-François NOËL et Bartha Maria KNOPPERS (dir.), *L'enfant et la justice*, tome 2, Montréal, Les Éditions Thémis, 500 p. (En préparation)

GAUTRAIS, Vincent, « Les contrats on-line dans la théorie générale des contrats : le contexte nord-américain », (2000) 17 *Cahiers du CRID*. (À paraître)

GAUTRAIS, Vincent, « Application de la Convention de Vienne aux contrats électroniques », dans Actes de conférence de l'Université de Montréal et l'Université de Poitiers. (À paraître en 2000)

GAUTRAIS, Vincent, « Aspects juridiques de la vente d'oeuvres d'art par Internet », dans Actes de conférence *Droit et art nouveaux*, Nancy. (À paraître en 2000)

GAUTRAIS, Vincent, « L'encadrement juridique du contrat électronique international », Louvain-la-Neuve, 2000, Bruylant Academia, 480 p. (À paraître)

GENDREAU, Ysolde, « Canada », in P.E. GELLER (éd.), *International Copyright Law and Practice*, New York, Matthew Bender (mise à jour d'une encyclopédie à feuilles mobiles). (À paraître)

KNOPPERS, Bartha Maria et Dominique SPRUMONT, « Human Subjects Research, Ethics, International Codes and Genetics », *International Encyclopedia of Bioethics*, (Melman, S. and T. Murray (dir.) John Wiley & Sons, New York. (Sous presse)

LAJOIE, Andrée, Marie-Claude GERVAIS, Éric GÉLINEAU et Richard JANDA, « La majorité marginalisée : le trajet des valeurs des femmes vers le forum judiciaire et leur intégration dans le discours de la Cour suprême », (2000) 34,2 *R.J.T.* (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « La primauté du droit et la légitimité démocratique comme enjeux du Renvoi sur la sécession du Québec, *Revue Politique et Sociétés*, numéro spécial : « Droit et politique : le pouvoir judiciaire et le processus de décision politique », sous la direction de José Woehrling et Bernard Fournier. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, Éric GÉLINEAU, Isabelle DUPLESSIS et Guy ROCHER, « L'intégration des valeurs et des intérêts des Autochtones dans le discours judiciaire et normatif canadien », (2000) *Osgoode Hall Law Journal*. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « Les cheminements sous-textuels et surdéterminés du raisonnement judiciaire : les valeurs des femmes dans le discours de la Cour suprême du Canada », dans G. TIMSIT (dir.), P.U. Paris I. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « I Valori delle « minoranze sociali » nella giurisprudenza costituzionale delle Corte suprema del Canada », dans G. ROLLA (dir.), *Lo sviluppo dei diritti fondamentali in Canada fra universalità e diversità culturale*, éd. Giuffrè, Milano. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « Gouvernance et société civile », Actes de la Conférence sur « Gouvernance au 21^e siècle », Société Royale du Canada, novembre 1999. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « Les valeurs des « minorités sociales » dans le discours constitutionnel de la Cour suprême du Canada », Actes du Colloque de l'Association italienne des études canadiennes (Bologne), septembre 1999. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, « Droit autochtone en contexte canadien : un pluralisme complexe et évolutif », Actes du Colloque de l'Association internationale de méthodologie du droit de Pise, septembre 1999. (À paraître)

LE BRIS, Sonia, Jean-François NOËL et Bartha Maria KNOPPERS (dir.), *L'enfant et le droit civil*, tome 1, Montréal, Les Éditions Thémis, 400 p. (En préparation)

LEMIEUX, Pierre et Ejan MACKAAY, « Les droits de propriété », dans Daniel VITRY (dir.), *Dictionnaire des Sciences Économiques*, Paris, Presses Universitaires de France. (À paraître, janvier 2001)

LEMIRE Guy et Pierre NOREAU (dir.), *Le traitement judiciaire - Les problèmes sociaux*, 2001. (En rédaction. Subvention pour publication accordée par le CQRS)

LEROUX, Thérèse (dir.), *Xénogreffe et société : L'éthique à l'heure des chimères*, Actes des colloques présentés lors du 66e et 67e Congrès de l'Acfas. (En préparation)

LEROUX, Thérèse, « Les défis de la xénotransplantation », dans Thérèse LEROUX (dir.), *Xénogreffe et société : L'éthique à l'heure des chimères*, Actes des colloques présentés lors du 66e et 67e Congrès de l'Acfas. (En préparation)

LEROUX, Thérèse, G.A. LEGAULT, M.A. SIRARD, (dir.), *Le défi transgénique : une démarche réflexive*. (En préparation)

LEROUX, Thérèse, « Les enjeux des xénogreffes pour la société », (2001) *Le coopérateur agricole*. (Article sollicité)

LEROUX, Thérèse et Édith Geneviève GIASSON, « Les règles juridiques locales et internationales contribuent-elles à la pénurie d'organes ? ». (En préparation)

LEROUX, Thérèse et Louis-Nicolas FORTIN, « Les comités d'éthique de la recherche : un mécanisme de protection pour les populations vulnérables ». (En préparation)

NOREAU, Pierre, « Judiciarisation et déjudiciarisation : la part de la poursuite et de la défense : Contribution à la théorie du droit », *Revue criminologie*, 2000. (Sous presse)

NOREAU, Pierre, « La norme, le commandement et la loi : le droit comme objet d'analyse interdisciplinaire », dans *Politique et sociétés*, n° 20, 2000. (Sous presse)

NOREAU, Pierre, « Le Roi Tatus : conte sociologique sur le couple et le droit », *Revue Liberté*, automne 2000. (À paraître)

NOREAU, Pierre, « Guy Rocher », dans *Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké 2000. (Sous presse)

SALVAS, Bertrand, « La gestion collective à l'heure Internet », *Cahiers de la Propriété intellectuelle*, automne 2000. (À paraître)

THOUMYRE, Lionel, « Les droits électroniques des journalistes américains », *Légipresse*. (À paraître en 2000)

THOUMYRE, Lionel, « Responsabilités pour la diffusion de contenus illicites sur un site Web », *Lex Electronica*, <<http://www.lex-electronica.org>>. (À paraître en 2000)

TRUDEL, Pierre, Patricia TOURIGNY, Serge PARISIEN, Romain GOLA et France ABRAN, *Dimensions juridiques d'une politique de cryptographie et d'identification électronique*. (À paraître)

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU et Marie-Christine HÉBERT, « La norme d'égalité en milieu de travail : étude empirique de la mise en œuvre de la norme d'égalité par le Tribunal des droits de la personne et les tribunaux d'arbitrage », dans Guylaine VALLÉE, Michel COUTU, Guy ROCHER, Jean M. LAPIERRE, Jean Denis GAGNON (dir.), *Le droit à l'égalité et les tribunaux d'arbitrage*, Actes du «Forum : Droits et Libertés» du 28 avril 2000, Montréal, Les Éditions Thémis, 2001. (À paraître)

VALLÉE, Guylaine et Michel COUTU, « Equality Rights and the Workplace : An Empirical Study », (2001) *Canadian Labour & Employment Law Journal*. (À paraître)

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU, Guy ROCHER, Jean M. LAPIERRE et Jean-Denis GAGNON, (dir.), *Le droit à l'égalité et les tribunaux d'arbitrage*, Actes du Forum : Droits et liberté, 28 avril 2000, Montréal, Éditions Thémis, 2001. (À paraître)

> Conférences

BENYEKHLF, Karim, « Commerce électronique : la sécurité juridique des transactions et le règlement des conflits », Conférence *L'Internet et le droit* organisée par la Chambre franco-arabe de commerce, Tunis, 4 au 7 mai 2000.

BENYEKHLF, Karim, Invité par l'American Bar Association à présenter ses travaux sur « Le CyberTribunal », Conférence *The Golden Gate to Collaborative Problem Solving*, San Francisco, 6, 7 et 8 avril 2000.

BENYEKHLF, Karim, Invité par la Commission européenne à présenter ses travaux sur « La résolution en ligne des conflits », Séminaire intitulé *Out-of-Court Dispute Settlement in Transborder Electronic Commerce*, Bruxelles, 21 mars 2000.

BENYEKHLF, Karim, « Le commerce électronique et la protection des données », 11^e Journées Maximilien-Caron, *Droit et nouvelle économie du savoir*, Faculté de droit, Université de Montréal, 17 mars 2000.

BENYEKHLF, Karim, « The Online Resolution of Conflicts », Séminaire *Standards and Dispute Resolution*, organisé par Industrie Canada, Toronto, 2 et 3 décembre 1999.

BENYEKHLF, Karim, « The CyberTribunal Experiment », Conférence *ADR in the XXIst Century*, organisée par University of Ohio State, Columbus, 11 novembre 1999.

BENYEKHLF, Karim, « La médiation en ligne des conflits », Conférence *La médiation commerciale en Europe*, organisée par la Chambre de commerce de Paris, la Commission européenne et l'Ordre des Avocats de Paris, Paris, 20 octobre 1999.

BENYEKHLF, Karim, « Le règlement en ligne des conflits », dans le cadre de la Conférence du 20^e anniversaire de la CAREN, Lille, France, 7 octobre 1999.

BENYEKHLF, Karim, « Le règlement des litiges du commerce électronique : Le CyberTribunal », Conférence Poitiers-Montréal *Liberté de vente de marchandise*, Université de Montréal, 15-17 septembre 1999.

CARDINAL, Geneviève, « Analyse des clauses de contrats signés par les chercheurs en génétique », Table ronde, Journées Génétiques du RMGA, 3^e éd., Montréal, 19 mai 2000.

CARDINAL, Geneviève, « Le partage des résultats de recherche en génétique humaine et la commercialisation : réévaluation du cadre normatif », Colloque 502 : *Commercialisation et recherche en génétique humaine*, 68^e Congrès de l'ACFAS *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, mardi 16 mai 2000.

CARDINAL, Geneviève et Mylène DESCHÊNES, « Formulaire de consentement pour la recherche en génétique humaine : spécificité et harmonisation », Journées scientifiques 2000 de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations, Montréal, 7 février 2000.

CARDINAL, Geneviève, « La participation des enfants dans la recherche en génétique – Formulaire de consentement », Colloque de la Société canadienne de bioéthique, Edmonton, 31 octobre 1999.

CARDINAL, Geneviève, « La commercialisation de la génétique et son impact sur la publication des résultats de recherche », Centre de recherche en droit public, Montréal, 13 septembre 1999.

COUTU, Michel et Guylaine VALLÉE, « La citoyenneté industrielle et les transformations du droit », Congrès mondial de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), Québec, juillet 2000.

COUTU, Michel, « L'équité et les politiques sociales », dans le cadre du Chantier *Vers une société équitable*, consultation préalable au Sommet de la Jeunesse, Montréal, le 20 septembre 1999.

GAUTRAIS, Vincent, « Droit du cyberspace », Conférence du Conseil du Trésor du Gouvernement du Québec, Québec, mars 2000.

(Conférences - Suite)

GAUTRAIS, Vincent, « Vente électronique de contenus multimédia », Conférence du Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM), mars 2000.

GAUTRAIS, Vincent, « Vente internationale et commerce électronique », Conférence dans le cadre des cours de perfectionnement du Barreau du Québec, Montréal, février 2000.

GAUTRAIS, Vincent, « L'encadrement juridique d'un webmestre du Gouvernement du Québec », Conférence du Gouvernement du Québec (M.R.C.I.), janvier 2000.

GAUTRAIS, Vincent, « La vente d'oeuvres d'art par Internet », Conférence *Art et droit nouveaux*, Nancy (France), novembre 1999.

GAUTRAIS, Vincent, « Les contrats électroniques : une approche nord-américaine », Conférence commémorant les 20 ans du CRID (Namur, Belgique), novembre 1999.

GAUTRAIS, Vincent, « La Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises et le commerce électronique », Conférence Poitiers-Montréal *Liberté de vente de marchandise*, Université de Montréal, 15-17 septembre 1999.

GENDREAU, Ysolde, « The Tariff 22 Decision of the Canadian Copyright Board : Copyright Meets the Internet », Dîner-conférence de l'Australian Copyright Society, Sydney (Australie), 17 mai 2000.

GENDREAU, Ysolde, « Une loi sur le droit d'auteur technologiquement neutre est-elle possible? », Formation permanente du Barreau du Québec - Développements récents en droit du divertissement, Montréal, 7 avril 2000.

GENDREAU, Ysolde, Présidente d'atelier, Thème 1: « La propriété intellectuelle et les nouvelles technologies de l'information », 11^e Journées Maximilien-Caron, *Droit et nouvelle économie du savoir*, Faculté de droit, Université de Montréal, 17 mars 2000.

GENDREAU, Ysolde, « Is a Technologically Neutral Copyright Law a Possibility? », Dîner-conférence de l'ALAI Canada, Toronto, 15 mars 2000.

GENDREAU, Ysolde, Paneliste, « The Expected Contribution of the Intellectual Property Rights Systems to Economic Development », APEC Symposium on Intellectual Property Rights : *Contribution of Intellectual Property Rights System to Economic Development in the APEC Region*, Sapporo (Japon), 28 février au 1^{er} mars 2000.

GENDREAU, Ysolde, « Le droit de citation des oeuvres artistiques », Dîner-conférence de l'ALAI Canada, Montréal, 9 février 2000.

GENDREAU, Ysolde, Invitée à participer à la table de concertation organisée par la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs, portant sur *L'impact de l'internet sur la gestion des oeuvres d'art, des métiers d'art et de la littérature*, Montréal, 13 décembre 1999.

GENDREAU, Ysolde, Invitée par la European Law Student Association (ELSA), section Lublin, « Le droit d'auteur et l'internet », Colloque sur *La propriété intellectuelle dans le monde contemporain*, Lublin, Pologne, 2 au 5 décembre 1999.

GENDREAU, Ysolde, Présidence d'une séance de travail sur « La propriété intellectuelle et les peuples autochtones », Congrès annuel de l'International Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property (ATRIP), siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Genève, 6 au 9 juillet 1999.

GENDREAU, Ysolde, « International and Comparative Intellectual Property », Cours de la 1999 Intellectual Property Summer Session, University of Victoria, Victoria (Colombie Britannique), 26 juin-2 juillet 1999.

(Conférences - Suite)

GENDREAU, Ysolde, « Synthèse possible du droit civil et du common law – L'exemple du Canada », Congrès de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale), Berlin, 16-19 juin 1999.

GENDREAU, Ysolde, Présidence de séance, « Les modes alternatifs en propriété intellectuelle : réalité ou fiction? », Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Sherbrooke, 4 juin 1999.

GENDREAU, Ysolde, Présidence de séance, « Le droit d'auteur dans le milieu universitaire », Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Sherbrooke, 3 juin 1999.

GRIMAUD, Marie-Angèle, « Femmes et médias », Colloque *Carrefour au féminin - Les marocaines en mouvement : entre apparences et réalité*, organisé par le Consulat général du Maroc, Montréal, 30 mai 2000.

GRIMAUD, Marie-Angèle, « Les empreintes génétiques : enjeux juridiques et éthiques », Colloque *Éthique et biologie : du discours à la pratique* organisé par l'Association des biologistes du Québec, Montréal, 5 novembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Pharmacogenomics, Patient and Profits », European Human Genetics Conference 2000, Amsterdam, The Netherlands, 27-30 mai 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Révision de l'énoncé de principes du RMGA en ce qui concerne la commercialisation de la recherche en génétique humaine », *Qui fait Quoi?*, 3^e Journée génétique, Montréal, 19 mai 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Recherche, commercialisation et intérêt public », Association canadienne française pour l'avancement des sciences, 68^e Congrès de l'ACFAS, Université de Montréal, 16 mai 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Commercialization of Genetic Research and Public Policy », The Biomedical Ethics Unit, Université McGill, 17 avril 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Pitfalls and Benefits of Public/Private Enterprise Partnership : Confidentiality Clauses and Academic Freedom », The Human Genome Organisation, Vancouver, 11 avril 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Benefit-sharing : Dividing the Bounty of the Genome Gold Rush », The Human Genome Organisation, Vancouver, 10 avril 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Hugo Statement on Benefit Sharing », The Human Genome Organisation, Vancouver, 9 avril 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « International and Comparative Protection of Medical Data », Institute of Medicine *Institutional Review Boards*, Washington, 13-14 mars 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Les problèmes éthiques reliés aux marqueurs génétiques », Association des gastro-entérologues du Québec, Québec, 11 mars 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Ethical, Legal, Privacy Considerations in Large-Scale Genetic Testing », Merck Clinical/Marketing Pharmacogenomics Meeting, New Jersey, 29 février 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Ethical Legal and Social Aspects Research on Children », OECD Workshop Vienna 2000 on Genetic Testing, Vienne, 23-25 février 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Le dépistage génétique en milieu du travail : nouvelles implications médicales, sociales, éthiques et légales », Association des médecins du réseau public en santé du travail du Québec, Montréal, 28 janvier 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Current Issues in Biotechnology and their Theological and Ethical Implications », Le Conseil canadien des Églises, 3 décembre 1999.

(Conférences - Suite)

KNOPPERS, Bartha Maria, «New Trends in Human Genetic Research », Grand Rounds, Montreal General Hospital, 17 novembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Consent, genetic research and incompetent adults and children », 11^e colloque annuel de la Société canadienne de bioéthique, Edmonton, 30 octobre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Governance and International Norms », 11^e colloque annuel de la Société canadienne de bioéthique, Edmonton, 29 octobre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Population and Diversity Studies : The Overprotectionism of Human Subjects? », American Society of Human & Genetics, San Francisco, 19 octobre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Bioethics : Constraint or Conduit? », Genetics in the Pharmaceutical Industry, San Francisco, 19 octobre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Genetics in Medicine — The Double Helix Comes of Age », Collège Royal des médecins et chirurgiens du Canada et Société canadienne de médecine interne, dans le cadre de Sir William Osler Lecture, Montréal, 23 septembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Xenotransplantation : Ethical and Legal Aspects », International Transplant Nurses Society, Toronto, 10 septembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Human Dignity and Diversity : Living in the Stream of Matter », Association for Politics and the Life Sciences, Annual Meeting, Atlanta, 4 septembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Population Genetics and Benefit-Sharing », Association for Politics and the Life Sciences, Annual Meeting, Atlanta, 3 septembre 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Génétique, Famille et Droits de l'Homme », Congrès international de l'Association internationale de droit de la famille, XXV^e anniversaire, Oxford, UK St Anne's College, 29 août 1999 (rapporteuse générale).

KNOPPERS, Bartha Maria, « Science and Technology : To what will they lead us? », Couchiching Conférence, Ontario, 5-7 août 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Droit, éthique et brevetabilité du vivant », dans le cadre de l'Université d'été de Montréal, Montréal, 19 juillet 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Ethical Issues in Genetics », The George Washington University Lecture, Washington, 1^{er} juillet 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Breast Cancer Research Policies : A Prototype? », Breast Cancer Research : Reasons for Hope, Canadian Breast Cancer Research, Initiative Nat'l Forum, Toronto, 19 juin 1999.

KNOPPERS, Bartha Maria, « Xenotransplantation : Consent, Privacy and Policy-Making », Bioscience, Public Policy, ITT, Lac Meech, 13 juin 1999.

LABERGE, Claude, « L'énoncé des principes du RMGA sur la recherche génomique et les retombées économiques », Colloque 502 : *Commercialiation et recherche en génétique humaine*, 68^e Congrès de l'ACFAS *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 16 mai 2000.

LAJOIE, Andrée, «What Constitutional Law doesn't want to hear about History », Colloque de la Commission du droit du Canada *Speaking truth to power*, Vancouver, mars 2000.

LAJOIE, Andrée, « L'autonomie territoriale judiciaire au Canada », Colloque de l'Institut international de sociologie du droit sur *Justice et autonomie gouvernementale*, San Sebastian, février 2000.

LAJOIE, Andrée, « Gouvernance et société civile », Colloque sur *Gouvernance au 21^e siècle* de la Société royale du Canada, Ottawa, novembre 1999.

(Conférences - Suite)

LAJOIE, Andrée, « Pluralisme et droit autochtone au Canada : quatre ordres juridiques parallèles sur le territoire de Kahnawake », Séminaire international de l'Association mexicaine d'études canadiennes sur Mexico and Canada in the Face of Globalization, Puebla (Mexique), novembre 1999.

LAJOIE, Andrée, « Les valeurs minoritaires et marginales dans le discours constitutionnel de la Cour suprême du Canada », Congrès de l'Association italienne d'études canadiennes, Bologne (Italie), septembre 1999.

LAJOIE, Andrée, « Droit autochtone en contexte canadien : un pluralisme complexe et évolutif », Colloque international de l'Association de méthodologie juridique sur les sources du droit, Pise (Italie), septembre 1999.

LAJOIE, Andrée, « Les cheminements sous-textuels et surdéterminés du raisonnement judiciaire : les valeurs des femmes dans le discours de la Cour suprême du Canada », Colloque sur le raisonnement judiciaire, Paris, Centre d'études et de recherches sur l'administration publique, juin 1999.

LEMYRE, Pierre-Paul, « Le commerce électronique », Conférence du Conseil du trésor, Québec, 27 mars 2000.

LEROUX, Thérèse, Mot de bienvenue, Colloque 503 : *Xénotransplantation : le défi des opinions*, 68^e Congrès de l'ACFAS, *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 17 mai 2000.

LEROUX, Thérèse, Participation à une table ronde « Doit-on compter ou peser les opinions en matière de xénotransplantation? », Colloque 503 : *Xénotransplantation : le défi des opinions*, 68^e Congrès de l'ACFAS, *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 17 mai 2000.

LEROUX, Thérèse, Synthèse et période de questions, Colloque 503 : *Xénotransplantation : le défi des opinions*, 68^e Congrès de l'ACFAS, *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 17 mai 2000.

LEROUX, Thérèse, « La définition du risque et l'évaluation proportionnelle des risques et des bénéfices », Colloque *La politique des trois conseils (CRM, CRSH, CRSNG) : L'éthique de la recherche avec des êtres humains*, Université du Québec à Chicoutimi, 15 avril 2000.

LEROUX, Thérèse, « La confidentialité, on en parle », Congrès annuel de l'Association des pharmaciens en établissements de santé, Montréal, 14 avril 2000.

LEROUX, Thérèse, « Minimal Risk Workshop », *CNERH*, Ottawa, 31 mars-2 avril 2000.

LEROUX, Thérèse, « La notion de risque et l'expérimentation chez l'humain », Congrès annuel du Réseau FRSQ d'éthique clinique, Montréal, 24 mars 2000.

LEROUX, Thérèse, « Réflexions suscitées par le projet de législation sur les nouvelles techniques de reproduction et de génétique », Organisme catholique pour la vie et la famille, Ottawa, 3 mars 2000.

LEROUX, Thérèse, Responsable d'atelier, *Les répercussions du transgénisme animal sur nos conceptions du monde et du vivre-ensemble*, Montréal, 25-26 novembre 1999.

LEROUX, Thérèse, « Les normes éthiques et la biotechnologie », Congrès annuel de l'Association des biologistes du Québec, Montréal, 4 novembre 1999.

LEROUX, Thérèse, « Comment s'annonce notre avenir », AMS Lecture, 11^e Congrès annuel de la Société canadienne de bioéthique, Edmonton, 30 octobre 1999.

LEROUX, Thérèse, « The Convention on Biological Diversity: A Model for Human Genetic 'Resources'? », Workshop *Are Humans Just Another Form of Living Matter?*, Association for Politics and the Life Sciences, Atlanta, Georgia, 4 septembre 1999.

LEROUX, Thérèse, Émission *Les années lumière*, Radio-Canada, Paneliste, « Les xénotransplantations », Montréal, août 1999.

(Conférences - Suite)

LEROUX, Thérèse, Congrès des Sciences sociales et humaines *Les études supérieures en droit de la santé à l'aube du 21^e siècle*, Co-responsable de l'atelier organisé par la section Droit et Médecine et la section Études supérieures en droit de l'ACPD, Sherbrooke, 4 juin 1999.

MACKAAY, Ejan, Président d'atelier, Thème 3 : « Le commerce électronique », 11^e Journées Maximilien-Caron, *Droit et nouvelle économie du savoir*, Faculté de droit, Université de Montréal, 17 mars 2000.

MACKAAY, Ejan, Participation à la table ronde intitulée *Quels types d'interventions pour contrer la discrimination systémique dans les organisations publiques?*, organisée par la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques, 24 février 2000.

MACKAAY, Ejan, « Rechtseconomie voor civilisten – voorbeelden en methode », présentation au cours d'analyse économique du droit du doyen Bouckaert, Université de Gand, 8 décembre 1999.

MACKAAY, Ejan, « L'analyse économique du droit civil », présentation aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, 6 décembre 1999.

MACKAAY, Ejan, « Law and Economics – What's in it for us Civilian Lawyers », présentation invitée à la Conférence sur Oligopoly and the Economic Analysis of Law, Conférence on the occasion of the retirement of Professor Arnold Heerje from the Faculty of Law of the University of Amsterdam, Université d'Amsterdam, 26 novembre 1999.

MACKAAY, Ejan, « Mondialisation et validité d'une analyse économique du droit », présentation à la Deuxième Conférence de Paris du Droit et de l'Économie sur invitation du bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris, Paris, 20 et 21 novembre 1999.

MACKAAY, Ejan, « Law and Economics for Civil Lawyers », présentation au séminaire de doctorat du professeur John Griffiths, Université de Groningue, 15 novembre 1999.

MACKAAY, Ejan, « La recherche au CRDP et transfert du savoir en droit », intervention lors des Rencontres franco-québécoises sur *Valorisation de la recherche & transfert technologique* dans le cadre des Relations Université/Entreprises, Université d'été de Montréal, 19-21 juillet 1999.

MACKAAY, Ejan, « L'édition électronique et la communauté scientifique », présentation pendant la journée consacrée au thème *Le droit d'auteur pour le milieu universitaire / Copyright Issues for Academics* au Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Sherbrooke, 3 juin 1999.

MOLINARI, Patrick A., « L'effet des nouvelles technologies sur la gestion des informations personnelles dans le secteur de la santé », Conférence dans le cadre du colloque annuel de l'Association pour l'accès et la protection de l'information, Québec, mai 2000.

MOLINARI, Patrick A., « Federal Legislation and Healthcare Information in Canada », Conférence dans le cadre du colloque annuel du Canadian Health Executives Council, Ottawa, avril 2000.

MOLINARI, Patrick A., « L'évolution normative de l'évaluation éthique de la recherche portant sur des sujets humains », Conférence dans le cadre du programme de doctorat en éthique biomédicale et santé publique, Université de Paris V, Faculté de médecine Necker, mars 2000.

MOLINARI, Patrick A., « L'encadrement juridique de la recherche biomédicale au Québec et au Canada », Séminaire dans le cadre du programme de DESS en droit médical, Université de Bordeaux IV, Bordeaux (France), décembre 1999.

MOLINARI, Patrick A., « La responsabilité civile du médecin hospitalier : analyse comparée des systèmes québécois et français », Séminaire dans le cadre du programme de DEA en droit médical, Université de Poitiers, Poitiers (France), décembre 1999.

MOLINARI, Patrick A., « Les nouvelles responsabilités en matière d'évaluation éthique », Conférence dans le cadre du Colloque *L'éthique de la recherche et les médias*, Association des hôpitaux du Québec et Centre hospitalier de l'Université de Montréal, Montréal, septembre 1999.

(Conférences - Suite)

MOLINARI, Patrick A., « Le droit de la santé existe-t'il? Réflexions entre l'arbre et l'écorce », conférence dans le cadre du congrès de l'Association canadienne des professeurs de droit, Sections études supérieures et droit de la santé, Sherbrooke, juin 1999.

NEPVEU, Brigitte, « Clonage humain », Colloque de la Société canadienne de bioéthique, Edmonton, octobre 1999. (Gagnante du Concours étudiants)

NOREAU, Pierre, « Conflit d'épistémologies, de concepts et de pratiques à la jonction du droit et de la sociologie », Colloque *La réorientation de la recherche sociale vers l'interdisciplinarité : la demande, les acteurs, les moyens*, 68^e Congrès de l'ACFAS, Montréal, 19 mai 2000.

NOREAU, Pierre, « Émergence et appropriation des normes : les médiations familiales et le divorce judiciaire », *Les Mardis du CRDP 1999-2000*, Montréal, 4 avril 2000.

NOREAU, Pierre, « Sommet québécois de la jeunesse et Sommet du Québec et de la jeunesse : deux contextes », Table ronde *Le Sommet du Québec et de la jeunesse, parole d'État ou prarole de jeunes?*, organisé par le Programme d'études sur le Québec, Université McGill, 16 février 2000.

NOREAU, Pierre, « L'évolution des courants jeunesses au Québec », Sommet régional du Québec et de la jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda, 6 novembre 1999.

NOREAU, Pierre, « L'évolution de la justice au cours des 50 dernières années : perspectives d'avenir », Congrès-colloque organisé conjointement par l'Association canadienne des juges des cours provinciales, la Conférence des Juges du Québec et le Conseil de la Magistrature, Québec, le 29 octobre 1999.

PARISIEN, Serge, « L'harmonisation internationale du droit du commerce électronique par les Nations Unies : l'exemple de la loi type », 11^e Journées Maximilien-Caron, *Droit et nouvelle économie du savoir*, Faculté de droit, Université de Montréal, 17 mars 2000.

POULIN, Daniel, « Neutral Citation and access to the Law in Canada », Bileta's International Citation Workshop, Edinburg, Scotland, 11-12 mars 2000.

POULIN, Daniel, « Juris International : un projet du Fonds Francophone des Inforoutes », Conférence Bamako 2000 « Internet : les passerelles du développement », Bamako, Mali, 21 au 23 février 2000.

POULIN, Daniel, « La démocratisation de l'accès au droit : nouveaux acteurs et nouvelles technologies », *Congrès international - Vers un nouveau droit des technologies de l'information, Les 20 ans du Centre de recherche informatique et droit*, Facultés universitaires Notre-Dame-de-la-Paix, Namur, 8, 9 et 10 novembre 1999.

POULIN, Daniel, « Le projet Juris International : Utiliser la technologie pour soutenir le développement », *MiniJAG, Centre de commerce international*, Palais des Nations, Genève, Suisse, 2 novembre 1999.

POULIN, Daniel, « Canada's approach in standards for law on the Web », *2nd AustLII Conference on Computerisation of Law via the Internet*, Australasian Legal Information Institute (AustLII), University of Technology, Sydney, Australia, 21-23 juillet 1999.

POULIN, Daniel, « Internet et normes documentaires pour le droit », Cours donné à l'invitation du *Troisième cycle Romand d'informatique*, Institut interfacultaire d'informatique, Université de Neuchâtel, Suisse, 24 mai 1999.

ROCHER, Guy, « Les défis de l'Université du nouveau millénaire », Université de Sherbrooke à Longueuil, 31 mai 2000.

ROCHER, Guy, « Regard sur le Référendum 1980 », Colloque sur le Référendum 1980, Montréal, 19 mai 2000.

ROCHER, Guy, Participation à une table ronde « Doit-on compter ou peser les opinions en matière de xénotransplantation? », colloque 503: *Xénotransplantation : le défi des opinions*, 68^e Congrès de l'ACFAS, *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 17 mai 2000.

(Conférences - Suite)

ROCHER, Guy, « Internationalisation du savoir et mobilité des étudiants », 68^e Congrès de l'ACFAS, *Les sciences au XXI^e siècle*, HEC, 17 mai 2000.

ROCHER, Guy, Conférence d'ouverture du Forum *Droits et libertés*, Montréal, 28 avril 2000.

ROCHER, Guy, « La profession de juriste : passé, présent, futur », Causerie organisée par l'Association des diplômés en droit de l'Université de Montréal (ADDUM), 14 avril 2000.

ROCHER, Guy, « La culture : hégémonie et fragmentation », 10^e Anniversaire de la revue *Horizons philosophiques*, Cegep Édouard-Montpetit, Longueuil, 7 avril 2000.

ROCHER, Guy, « La réforme de l'éducation dans le contexte de la Révolution tranquille », Colloque sur la Révolution tranquille, UQAM, 1^{er} avril 2000.

ROCHER, Guy, « Évolution de l'État et du droit », Les juges de la Cour du Québec, Bécancour, 14 mars 2000.

ROCHER, Guy, « Les défis de l'Université aujourd'hui et demain », Département d'anthropologie, Université de Montréal, 2 mars 2000.

ROCHER, Guy, « Réformes et lien social », Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS), Université de Montréal, 8 février 2000.

ROCHER, Guy, « La régulation et l'intérêt public », Colloque du 25^e Anniversaire du Code des professions, Montréal, 26 novembre 1999.

ROCHER, Guy, Nationalisme, citoyenneté et identité nationale », Colloque du Centre for Canadian Studies, Mount Allison University, Sackville, N.B., 12 novembre 1999.

ROCHER, Guy, « Regard sociologique sur l'évolution du droit de la francophonie : le droit et la justice », Forum international des juristes francophones, Québec, 8 octobre 1999.

THOUMYRE, Lionel, Intervention portant sur le statut des ensembles journalistiques et les droits électroniques des journalistes, Conférence de l'Association Littéraire et Artistique Internationale (ALAI), Montréal, 28 avril 2000.

THOUMYRE, Lionel, « Le champ d'application de la Proposition de directive européenne 98-586 relative à certains aspects du commerce électronique », Colloque de Strasbourg sur le commerce électronique, 8 et 9 octobre 1999.

TRUDEL, Pierre, « Sept défis pour la recherche juridique dans la nouvelle économie du savoir », 20^e congrès de l'Association de la recherche en communication du Québec, Montréal, 11 mai 2000.

TRUDEL, Pierre, « Les différents modèles des lois d'accès à l'information dans le monde », Séminaire sur l'accès à l'information, Cotonou, février 2000.

TRUDEL, Pierre, « Droit à l'information et le processus politique », Séminaire sur l'accès à l'information, Cotonou, février 2000.

TRUDEL, Pierre, « Commentaires sur le Règlement sur la protection de la vie privée et de l'Éthique de la recherche du projet BALSAC », Journée d'étude sur le Règlement sur la protection de la vie privée et de l'éthique de la recherche du projet BALSAC, Montréal, 2 décembre 1999.

TRUDEL, Pierre, « L'élaboration des règles de conduite pour les environnements Internet - Éléments de méthode », Conférence sur Les aspects juridiques de l'internet, Montréal, Institut canadien, 30 novembre 1999.

TRUDEL, Pierre, « Cyberjustice and Management of Conflicts in Cyberspace », Conference on Cyberjustice, Columbus, 11 novembre 1999.

(Conférences - Suite)

TRUDEL, Pierre, « Les exigences de protection de la vie privée dans la mise en place de services de courriel aux élèves des écoles », Conférence à la réunion nationale de la société GRICS, Montréal, 5 novembre 1999.

TRUDEL, Pierre, « Cyberjustice and Management of Conflicts in Cyberspace », Presented at the Third Canadian IT Law Conference, Montréal, 21 octobre 1999.

TRUDEL, Pierre, « Le droit, composante du lien social », Conférence dans le cadre de Net99 - Treizième conférence internet canadienne annuelle, Québec, 30 juin 1999.

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU, et Marie-Christine HÉBERT, « La norme d'égalité en milieu de travail - Résultats préliminaires d'une recherche empirique », Forum Droits et Libertés organisé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en collaboration avec le Centre de recherche en droit public et l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal sur le thème *Le droit à l'égalité et les tribunaux d'arbitrage*, Montréal, le 28 avril 2000.

2. Recherches et publications diffusées sur internet

➤ **HUMGEN**

Le site internet www.humgen.umontreal.ca représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet :

GenConnect : Ce module fournit un accès aux diverses entités impliquées dans la mise sur pied de politiques concernant les questions éthiques, juridiques et sociales soulevées par la recherche en génétique humaine. Des liens HTML seront fournis aux organisations lorsque disponibles. Les utilisateurs pourront accéder directement aux nombreuses organisations gouvernementales et ONG qui auront été consultées lors de la recherche. Ceci représente une ressource unique de plus de 300 organismes à travers le monde qui formulent des politiques normatives.

GenInfo : Ce module fournit notre « revue de presse électronique maison ». Dans cette section, nous soulignons et résumons les nouvelles politiques et autres informations pour nos visiteurs. De plus, le personnel travaillant sur le PGS y publie régulièrement un rapport concernant les recherches en cours.

GenBiblio : Ce module fournit aux utilisateurs une bibliographie de documents classés par sources internationale, régionale et nationale. Sous chacune des sources, on retrouve une liste des documents disponibles. Des liens HTML seront fournis lorsque disponibles et en cas contraire, la référence complète de la publication sera fournie. De plus, les utilisateurs pourront obtenir une liste de références bibliographiques sous des thèmes variés tels le consentement, la thérapie génique, la vie privée, l'accès aux banques d'ADN, etc.

GenCite : Cet instrument interne permet un accès direct aux chercheurs travaillant sur le PGS à des citations d'organismes internationaux, régionaux et nationaux (par exemple : la législation, les recommandations et les politiques en vigueur). GenCite permet aux chercheurs de préparer des comptes rendus analytiques en utilisant ces citations. Les rapports sont disponibles sur une base contractuelle.

Directrice HUMGEN :

AVARD Denise

Équipe de HUMGEN :

KNOPPERS Bartha Maria	Directrice – Projet génétique et société
BROUILLET François	Analyste-programmeur
GLASS Kathleen	Consultante
LABERGE Claude	Consultant
MOSCO Catherine	Coordonnatrice
LETENDRE Martin	GenInfo – éditeur
BERNIER Louise	Collaborateur
CARDINAL Geneviève	Collaborateur
DESCHÉNES Mylène	Collaborateur
GRÉGOIRE Dominic	Collaborateur
JOLY Yann	Collaborateur
NEPVEU Brigitte	Collaborateur
PETIT Élodie	Collaborateur
VACHON Marie-Hélène	Collaborateur

Partenaires :

Université de Montréal
Centre de recherche en droit public
Réseau de médecine génétique appliquée
Stichting Porticus
Industrie Canada
Human Genome Organization HUGO
GlaxoWellcome
Roche

Principales présentations de HUMGEN :

- Colloque : American Society of Human Genetics, « Decade of ELSI Research » Washington, 16-18 janvier 2001
- Colloque : Organisation mondiale de la santé, FRSQ, RMGA, Santé Canada, CORAMH, « La génétique communautaire » Jonquière, 20-22 juin 2000
- Colloque : Human Genome Organization, 5^e colloque international, « HGM 2000 » Vancouver, 9-12 avril 2000
- Colloque : Institut Interuniversitaire de Recherche sur les Populations, « Journées scientifiques 2000 », IREP, Montréal, 7 février 2000
- Article : « Web Watch Genetics Policy » **Nature Reviews**, octobre 2000, vol. 1, n^o1
- Article : « Genetics & Society Project » **Community Genetics**, numéro spécial

➤ **LEX MEDIA**

Pour assurer la circulation des informations et l'échange des réflexions en droit des technologies de communication sur le Web francophone

Direction :

POULIN Daniel

BENYEKHLEF Karim

Énoncé

L'essor et la démocratisation des nouvelles technologies de communication représentent, tant pour les particuliers, les petites et grandes entreprises, que pour l'ensemble des gouvernements des pays du Nord et du Sud, le potentiel d'une riche moisson de bénéfiques techniques et économiques. Cependant, l'apprentissage, l'utilisation et la gestion paisible de ces technologies nécessitent une compréhension toujours meilleure des enjeux juridiques et sociaux amenés par les nouveaux outils de communication, ainsi que le suivi régulier des règles de droit émergentes.

De bien nombreux sites Internet délivrent déjà des informations et des réflexions de qualité en droit des technologies de l'information. Malheureusement, ces services sont pour la plupart en langue anglaise et ne visent pas cumulativement les objectifs de démocratisation, d'échange et d'analyse des informations en droit des NTIC. Le projet LEX MEDIA propose justement de répondre à ces objectifs par la création d'un service de veille juridique, *Lex Emedia*, et le perfectionnement de deux services préexistants, *Juriscom.net* et *Lex Electronica*.

Lex Emedia, est un site de veille juridique qui diffusera quotidiennement des brèves d'actualité internationale en droit des NTIC, en cherchant à exploiter plus particulièrement les informations en provenance des pays du Sud afin d'assurer la visibilité internationale de leur évolution législative et jurisprudentielle.

Juriscom.net a été créé à Strasbourg en novembre 1997 pour favoriser l'échange d'information et de réflexions entre les utilisateurs des technologies de l'information et les spécialistes du droit des NTIC par la diffusion d'articles vulgarisateurs, de diverses sources du droit commentées et de discussions. *Juriscom.net* rassemble déjà 31 textes de jurisprudence, 10 mémoires d'étudiants, 116 articles – de 1 à 35 pages – rédigés en français par une vingtaine de spécialistes belges, français, italiens et québécois et plus d'un millier de liens hypertextes. Il s'agit sans doute de la plus importante collection de documents dédiés au droit des inforoutes dans le monde de la francophonie. 700 visiteurs se connectent quotidiennement au serveur pour consulter 3500 pages par jour.

Paru en 1995, *Lex Electronica* est l'une des premières revues universitaires à avoir fait son apparition sur Internet. Après huit numéros, comprenant près de 40 articles scientifiques rédigés pour la plupart en langue française par des professeurs, des professionnels du droit ainsi que des étudiants de cycles supérieurs, la revue bénéficie aujourd'hui d'une grande réputation et du soutien d'une quarantaine de correspondants établis au sein d'universités d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australie.

➤ LexUM

L'équipe LexUM s'emploie à développer et expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des technologies pour le droit. Outre son propre site, l'équipe gère de nombreux serveurs pour diverses institutions juridiques du pays.

Direction :

POULIN Daniel

Éditeurs :

LABBÉ Éric

PELLETIER Frédéric

SALVAS Bertrand

Vaguemestre :

LEFEBVRE Chantal

Analystes :

LAFOND Alain

MORISSETTE Marc-André

Collaborateurs :

BLAIN Guillaume

CHARBONNEAU Karl

DRARENI Jamil

HALWAGI Jonathan

LEMYRE Pierre-Paul

MÉNARD Bruno

PARÉ Éric

ROUSSOS Alexia

Principales publications de LexUM :

- Le *Code civil du Québec*, depuis 1994
- Le site de diffusion des décisions de la *Cour suprême du Canada* (décisions de 1989 à aujourd'hui), depuis 1994
- Le site de diffusion des décisions du *Tribunal des droits de la personne du Québec* (ensemble des décisions depuis la création du tribunal), depuis 1996
- Le site de diffusion des décisions du *Tribunal des professions* (ensemble des décisions depuis la création du tribunal), depuis 1996
- Le site Web de la *Revue juridique Thémis* (publication des volumes 28, 29 et 30), depuis 1994
- La *Bibliothèque virtuelle du droit canadien*, depuis 1995
- Le site Web de l'*Association canadienne des professeurs de droit*, depuis 1995
- La liste de discussion et le site Web *Jugenet* pour les magistrats francophones, (en collaboration avec M. le juge Denis Laliberté), depuis 1996
- La liste de discussion et le site Web *Obiter*, pour les juristes, (1996 - Été 2000)
- Traités Canado-Américains
- Juris International
- Compilation des textes de l'Ohada

Autres ressources Web réalisées et gérées par l'équipe LexUM pour des institutions partenaires :

- Site de diffusion des décisions de la Cour fédérale du Canada (décisions des recueils depuis 1993, ensemble des décisions depuis décembre 1996)
- Site du ministère de la Justice du Canada pour la diffusion des lois et règlements codifiés (depuis 1995)
- Site de la Commission du droit du Canada
- Site de diffusion des lois des Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut (dans le cadre du contrat relatif à la réalisation du site Web du réseau ACJNet) (depuis 1995)
- Site de la Cour canadienne de l'impôt (depuis 2000)
- Site CANLII pour le compte de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2000)

3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP

(Les directeurs et codirecteurs sont indiqués entre parenthèses)

➤ Doctorats	
- obtenus	3
- en cours	33
➤ Maîtrises	
- obtenues	12
- en cours	51

➤ DOCTORATS

Doctorats obtenus (3)

- BRASSARD Hélène, *La loi sur le curateur public : une loi centrée sur la personne*, (Knoppers, B.M.; Keyserlingk, T.) 1992.01 – 2000.05.
- GRIMAUD Marie-Angèle, *La preuve par identification génétique en droit canadien : de l'admissibilité à la « légitimité »*, (Knoppers, B.M.; Béliveau, P.) 1991.01 – 2000.04.
- HOULE, France, *Analyse des pratiques pararélementaires de l'administration publique et son effet sur la théorie du droit*, (Lajoie, A.; Mockle, D., UQAM) 1995.01 – 2000.05.

Doctorats en cours (33)

- AZZARIA Georges, *Les éléments normatifs des politiques culturelles québécoises depuis 1961*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
- BÉLANGER Véronique, *Les squatters de Trinidad : phénomènes de pluralisme juridique et d'internormativité*, (Lajoie, A.) 1998.09 – .
- BERNARDI Marie-Josée, *Commerce international des tissus du corps humain*, (Knoppers, B.M.) 1994.00 – .
- BUONO Elvio, *La liberté académique et les normes régissant la recherche universitaire*, (Trudel, P.) 1997.01 – .
- CARDINAL Éric, *La Couronne et les peuples autochtones*, (Lajoie, A.) 1999.11 – .
- CHASSIGNEUX Cynthia, *La normativité protectrice de la vie privée sur l'internet*, (Trudel, P.; Huet, J.) 1998.01 – .
- DUCHARME Daniel, *Les projets de réglementation dans les imaginaires sociaux de la génétique humaine*, (Rocher, G.) 1991.01 – .
- GÉLINEAU Éric, *Le poids des valeurs et des intérêts dans les arrêts de la Cour suprême du Canada relatif aux autochtones*, (Lajoie, A.) 1997.01 – .
- GENDREAU Caroline, *L'influence du droit sur les sujets de droit. Étude socio-juridique comparée des processus de résolution des conflits dans le contexte du divorce*, (Rocher, G.; Noreau, P.) 1995.09 – .
- GERVAIS Marie-Claude, *Conjoncture et historicité de l'accession de la norme à sa juridicité - bijuridisme et droits linguistiques au Canada*, (Lajoie, A.; Timsit, G.) 1997.06 – .

11. GOLA Romain, *À venir*, (Trudel, P.; Putman, E.) 1999.06 – .
12. GOYARD Solange, *À venir*, (Rocher, G.) 1999.01 – .
13. HÉBERT Alexandre, *Évolution des théories juridiques concernant l'abus anti-concurrentiel de droits d'auteur et de brevets en droit américain, européen et canadien*, (Gendreau, Y.) 1998.01 – .
14. HOUDE Lise, *L'éthique et l'expérimentation animale*, (Dumas, C.; Leroux, T.) 1996.00 – .
15. LANGELIER Richard Émile, *La dialectique des rapports de la liberté d'expression et de l'administration de la justice*, (Trudel, P.) 1996.09 – .
16. LAVALLÉE Sophie, *Les sites contaminés, le droit et le développement durable*, (Noreau, P.; Trudeau, H.) – .
17. LECLERC Normand, *Syntaxis nomisma : le concept juridique de monnaie - ordre interne substantialiste ou désordre externe d'opinion*, (Mackaay, E.) 1994 – . (Dépôt prévu fin 2000)
18. LEMAY Violaine, *Le contrat pédagogique dans les rapports d'autorité*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
19. LEMMENS Trudo, *Genetics and Equality*, (Knoppers, B.M.) 1995.00 – .
20. MELANÇON Hugues, *Une analyse du pluralisme juridique en droit criminel canadien : le cas de la communauté autochtone de Kawawachikamach*, (Lajoie, A.) 1995.09 – .
21. MEUNIER Caroline, *L'impasse du modèle québécois de médecine génétique : Acteurs et imaginaires*, (Rocher, G. (co-tutelle)) 1992.09 – .
22. MONGODIN Bertrand, *Conflits et enjeux éthiques et juridiques dans le processus de normalisation de la médecine palliative*, (Noreau, P.; Boisvert, Y., INRS-Culture et soc.) 1995.09 – .
23. MORA GUERRA Mario Ivan, *La normativité applicable aux contrats commerciaux sur l'internet*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
24. NADEAU Yves, *Les construits de la Cour suprême du Canada comme fondement de la censure judiciaire de l'administration*, (Lajoie, A.; Bertrand, M.A.) 1994.01 – .
25. NAKSEU NGUEFANG Georges, *Les éléments fondamentaux pour un régime de responsabilité et compensation du fait des dommages dans le mouvement transfrontière des organismes génétiquement modifiés*, (Trudeau, H.; Leroux, T.) 1996.09 – .
26. PAQUETTE Jean, *Les comités d'entreprise : état du droit et opportunité de légiférer*, (Rocher, G.; Veilleux, D.) 1994.09 – .
27. QUILLINAN Henry, *Le rôle essentiellement politique et idéologique des appareils judiciaires*, (Lajoie, A.) 1992.01 – .
28. RUSCITO Paola, *L'impact des facteurs socioculturels sur le droit de l'enfant à l'éducation élémentaire*, (Lajoie, A.; Rocher, G.) 1999.09 – .
29. TOURIGNY Patricia, *À venir*, (Trudel, P.) 1998.09 – .
30. TREMBLAY Geneviève, *À venir*, (Molinari, P. A.) 1999.01 – .
31. VAILLANT Jeanne-D'arc, *À venir*, (Rocher, G.) 1998 – .
32. WOO Grace, *Decolonisation Canadian Democracy : the Status of the Handenosaunee (Iroquois Confederacy and the Constitutional Principles*, (Lajoie, A.) 1999.09 – .
33. ZELLAGUI Sihem, *À venir*, (Trudel, P.) 2000.05 – .

➤ MAÎTRISES

Maîtrises obtenues (12)

1. BEAUGER Patrick, *La vente au détail d'essence et de carburant diesel au Québec : une analyse économique de l'instauration d'un prix plancher*, (Mackaay, E.; Goldstein, Y.) 1998.09 – 2000.
2. BENJAMIN Valérie, *L'accès aux nouvelles technologies de reproduction en droit français et québécois*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – 2000.01.
3. CABANAC Julien, *L'influence des grands courants philosophiques sur le droit de la santé*, (Rocher, G.) 1997.00 – 2000.
4. COMEAU Chantal, *Le consommateur et les aliments dérivés des innovations biotechnologiques : étiquetage et emballage*, (Leroux, T.) 1994.09 – 2000.
5. CÔTÉ Marie-Hélène, *Application des lois nationales à l'internet : étude de l'encadrement juridique de la publicité*, (Trudel, P.) 1996.09 – 1999.08.
6. DER KALOUSTIAN Sarine, *L'intérêt supérieur de l'enfant et son expression en matière de garde et d'accès au Liban et au Canada : l'interprétation d'une not. à la lum. de la convention relative aux droits de l'enfant*, (Knoppers, B.M.; Le Bris, S.) 1995.09 – 1999.07.
7. GIASSON Édith-Geneviève, *Xénotransplantation et gestion des risques : peut-on préserver le bien-être collectif?*, (Leroux, T.) 1996.01 – 1999.12.
8. GIROUX Marie-Hélène, *Le pluralisme pour une protection effective des minorités. Hongrie et Roumanie - une étude de cas*, (Rocher, G.; Crépeau, F.) 1997.09 – 1999.12.
9. LABBÉ Éric, *Spamming en cyberspace : à la recherche du caractère obligatoire de l'autoréglementation*, (Trudel, P.) 1997.09 – 1999.12.
10. MARTIN Isabelle, *L'influence sur l'interprétation du droit aux services de santé de l'intégration de concepts économiques*, (Lajoie, A.) 1995.09 – 2000.05.
11. ROBERGE Justin, *La répression du tourisme sexuel en droit international et en droit pénal canadien*, (Schabas, W.; Knoppers, B.M.) 1997.09 – 2000.
12. VERMETTE Nathaly J., *Les noms de domaine dans l'univers des marques de commerce*, (Mackaay, E.) 1999.06 – 2000.02.

Maîtrises en cours (51)

1. AQUILINA Juliette, *La mise en place de moyens juridiques pour protéger le consommateur dans le commerce électronique*, (Mackaay, E.) 1998.09 – .
2. AUER Corinne, *À venir*, (Noreau, P.) 1996.09 – .
3. BERNIER Louise, *À venir*, (Knoppers, B.M.) 1999.09 – .
4. BLANCHETTE François, *À venir*, (Trudel, P.) 1999.09 – .
5. BOUCHARD Catherine, *À venir*, (Le Bris, S.) 1996.09 – .
6. BRUN Bernard, *Aspects juridiques de la certification des sites web*, (Trudel, P.; Parisien, P.) 1998.09 – .
7. CARDINAL Geneviève, *L'encadrement normatif de la thérapie génique*, (Le Bris, S.) 1997.09 – .
8. CLAPROOD Sonia, *À venir*, (Leroux, T.) – .

9. CLÉMENT Jean-Sébastien, *L'indemnisation des autochtones suite à la violation de leurs droits protégés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982*, (Lajoie, A.) 1996.01 – .
10. CUNHA Leonardo, *Est-ce qu'il y a de l'autopoïèse juridique dans le régime juridique transnational de l'internet?*, (Trudel, P.) 1998.09 – .
11. DALLAIRE Sophie, *L'obligation de confidentialité et la responsabilité des laboratoires de génétique*, (Knoppers, B.M.) 1998.09 – .
12. DE SOUSA Sylvie, *A Legal Web of Woven Links : Copyright and Trademark Considerations*, (Mackaay, E.) 1997.09 – .
13. DESCHÊNES Mylène, *Aspects éthiques et légaux de la commercialisation de tests diagnostiques in vitro, de nature génétique*, (Leroux, T.) 1998.09 – .
14. DESCHESNES Louise, *À venir*, (Le Bris, S.) 1997.09 – .
15. DROUIN Véronique, *À venir*, (Leroux, T.) – .
16. DUNBERRY Éric, *La conservation des documents électroniques d'entreprises : une perspective juridique*, (Frémont, J.) 1996.09 – .
17. EL JAMAÏ Yasmine, *La régulation de la propagande haineuse sur l'Internet*, (Raboy, M.; Trudel, P.) 1997.09 – .
18. FLEURENT Louis, *À venir*, (Gendreau, Y.) 1997.09 – .
19. FORTIN Louis-Nicolas, *Étude de la notion de soins innovateurs dans le cadre de l'application de l'article 21 C.C.Q. portant sur l'expérimentation chez les personnes inaptées*, (Leroux, T.) 1996.09 – .
20. GAGNON Charles, *Les moyens techniques de protection des oeuvres dans l'inforoute*, (Gendreau, Y.) 1997.09 – .
21. GINGRAS Patrick, *Analyse juridique des démarches de standardisation pour la gestion de l'information personnelle sur internet*, (Benyekhlef, K.) 1998.09 – .
22. GIROUX Valéry, *L'animal peut-il devenir un sujet de droit?*, (Leroux, T.; Tappolet, C.) 1998.09 – .
23. GOUPIL Josée-Anne, *L'acharnement thérapeutique et le nouveau-né*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
24. GRÉGOIRE Dominic, *Aspects éthiques et juridiques du consentement libre et éclairé dans les essais cliniques oncologiques au Québec : analyse de l'information dans les formulaires D* (Knoppers, B.M.) 1998.09 – .
25. HABERER Julie, *L'opportunité d'un système d'indemnisation des accidents médicaux : perspectives de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
26. HOUDE Jean-Christophe, *Le médecin et l'obligation de soulager la douleur*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
27. LE BEL Anne, *La pluralité juridique des critères d'évaluation des projets de développement minier*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
28. LEMYRE Pierre-Paul, *La responsabilité des logiciels libres*, (Poulin, D.; Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
29. MARIN Louis-Paul, *Le secteur minier et l'application des biotechnologies : gestion des risques et encadrement normatif - perspective québécoise*, (Leroux, T.) 1996.01 – .
30. MC SWEEN Anne-Marie, *Droit d'auteur et internet : la gestion des droits économiques*, (Gendreau, Y.) 1998.09 – .
31. MOLINARO Giuseppe, *The Electronic Super-Highway and its Impact on the Traditional Rules of Private International Law*, (Benyekhlef, K.; Talpis, J.) 1995.09 – .
32. MONARDES Carolina, *La maladie de Creutzfeldt-jacob et la gestion des risques*, (Leroux, T.) 1997.09 – .

33. MONTREUIL Julie, *L'évolution des notions de maladie/santé et d'anomalie/handicap et leur impact législatif en regard des développements de la génétique*, (Le Bris, S.) 1996.09 – .
34. NAKHLI Imene, *L'effectivité des programmes d'accès à l'égalité en emploi avec illustration du cas de l'Université de Montréal*, (Rocher, G.; Gagnon, J.D.) 1996.09 – .
35. NAKHLI Nabil, *La limitation des ressources et son impact sur le droit aux services et sur la responsabilité civile médicale*, (Deslauriers, P.; Rocher, G.) 1996.09 – .
36. NOISEUX-LESCOP Louis-Raphael, *À venir*, (Frémont, J.) 1999.09 – .
37. NOLLET Luce, *Vue comparative sur l'analyse économique en droit de la concurrence : état du droit en Amérique du Nord et en Europe*, (Mackaay, E.) 2000.02 – .
38. OBADIA Alexandra, *Xénogreffe : la brevetabilité de l'organe*, (Knoppers, B.M.; Leroux, T.) 1998.09 – .
39. PERSICO Nancy, *À venir*, (Knoppers, B.M.) 1998.09 – .
40. ROBERTS Stéphanie, *Droit de coupe autochtone*, (Lajoie, A.) 1999.09 – .
41. ROUSSOS Alexia, *À venir*, (Poulin, D.) – .
42. SALVAS Bertrand, *Les aspects légaux de la technologie P3P dans le domaine de la protection de la confidentialité sur internet*, (Poulin, D.) 1998.09 – .
43. SAVAGE Julie, *Le droit international privé du droit d'auteur sur les oeuvres logicielles*, (Mackaay, E.; Goldstein, G.) 1996.09 – .
44. ST-GERMAIN Christian, *Le statut juridique incertain des corps « chimériques » en droit québécois : le redécoupage des frontières de l'identité*, (Leroux, T.) 1997.09 – .
45. SURPRENANT Hugues, *Pour une prise de conscience de l'univers juridique*, (Coutu, M.; Boisvert, A.M.) 1998.09 – .
46. THERRIEN Johanne, *Les enjeux normatifs et sociaux de la relation mentor-protégé*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
47. THOUMYRE Lionel, *Approche contractuelle de l'édition électronique*, (Gendreau, Y.; Mackaay, E.) 1998.09 – .
48. THURBER Stéphanie, *L'emploi de la marque de commerce dans le cyberspace - Étude au regard du principe de territorialité*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
49. TREMBLAY Marian, *Internet Offering, Trading and Securities Regulation*, (Benyekhlef, K.) 1996.09 – .
50. TRUDEAU Olivier, *À venir*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
51. VERA Ignacio, *Regulating the Electronic Superhighway - The Impact of the 1996 Wipo Copyright Treaty upon the Mexican and Canadian Copyright Law*, (Mackaay, E.) 1995.09 – .

4. Animation scientifique

➤ Colloques, séminaires, présentations spéciales	3
➤ Conférences <i>Les fictions du droit</i>	5
➤ Conférences scientifiques (série régulière)	1
➤ Conférences <i>Lexmedi@</i>	3
➤ Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	6
➤ Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	8

a) Colloques, séminaires, présentations spéciales

11^e Journées Maximilien-Caron, *Droit et nouvelle économie du savoir*, organisé par le Centre de droit des affaires et du commerce international avec la collaboration du Centre de recherche en droit public, Hôtel Inter-Continental, 17 mars 2000.

« Commercialisation et recherche en génétique humaine », 68^e Congrès de l'Acfas *Les sciences au XXI^e siècle*, 16 mai 2000. (Responsable : Bartha Maria Knoppers)

« Xénotransplantation : le défi des opinions », 68^e Congrès de l'Acfas *Les sciences au XXI^e siècle*, 17 mai 2000. (Responsable : Thérèse Leroux)

b) Conférences *Les fictions du droit* (Resp. Ysolde Gendreau)

Séries de conférences organisées conjointement par le CRDP et la Faculté de droit.

Les incertitudes du droit (1997-1998)

Les certitudes du droit (1998-1999)

Les fictions du droit (1999-2000)

23 septembre 1999	Jacqueline MORAND-DEVILLER , Professeure, Université de Paris I : <i>Fictions du droit administratif</i>
18 novembre 1999	Normand SIEBRASSE , Professeur, University of New Brunswick: <i>Are Legal Concepts Legal Fictions? From Realism to Cognitive Psychology</i>
20 janvier 2000	Alain ROY , Professeur, Université de Montréal : <i>Contrat et conjugalité : fiction ou complémentarité</i>
17 février 2000	Gilles LÉTOURNEAU , Cour d'appel fédérale : <i>Fictions en droit public</i>
18 mars 1999	Mary CONDON , Professeure, Osgoode Hall Law School : <i>Fictions in Commercial Law</i>

c) **Conférences scientifiques** (Resp. Ysolde Gendreau)

14 mars 2000 **Bertrand LEMENNICIER**, Professeur et directeur du Laboratoire d'économie publique, Université de Paris II :
Le mariage comme contrat

d) **Conférences Lexmedi@** (Première édition) (Resp. Bertrand Salvas)

28 mars 2000 **Marie-Hélène DESCHAMPS-MARQUIS**
Légalité du logiciel NAPSTER

4 avril 2000 **François BLANCHETTE**
Web et blanchiment d'argent

11 avril 2000 **Michael GEIST**, Docteur en droit et professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa :
Table ronde sur l'état actuel du commerce électronique et des tendances qui s'en dégagent

e) **Réunions des Premier mardi du mois**

2 novembre 1999 **Ejan MACKAAY**
La formation du droit sur l'internet, vue par le prisme de l'analyse économique du droit

11 janvier 2000 **Lyne LÉTOURNEAU**
Entre « objet » et « sujet », le droit de la protection des animaux est-il véritablement porteur d'un nouveau paradigme?

1^{er} février 2000 **Thérèse LEROUX**
Le transgénisme animal : un thème rassembleur

7 mars 2000 **Serge PARISIEN**
L'harmonisation du droit du commerce électronique par les Nations-Unies

4 avril 2000 **Pierre NOREAU**
Émergence et appropriation des normes : les médiations familiales et le divorce judiciaire

2 mai 2000 **Denise AVARD, François BROUILLET, Bartha M. KNOPPERS**
Hungen

f) Séminaires *Théories et émergence du droit* (Resp. Andrée Lajoie)

18 octobre 1999
(Université McGill)

Roderick MACDONALD, répondant : Andrée LAJOIE
Identité des juges et indépendance de la magistrature

8 novembre 1999
(Université de Montréal)

Marie-Hélène GIROUX, répondant : Andrée LAJOIE
La protection des droits des minorités en Hongrie et en Roumanie

6 décembre 1999
(Université McGill)

Bertrand MONGODIN, répondant : Yves BOISVERT
Droit et postmodernité : le cas des soins palliatifs

31 janvier 2000
(Université de Montréal)

Marc RIOUX, répondant : Bertrand MONGODIN
Médecine nazie : éthique et droit

28 février 2000
(Université McGill)

Mirela SAÏM, répondant : Richard JANDA
Dialogue et rhétorique

27 mars 2000
(Université de Montréal)

Richard JANDA, répondant : Carla DE MEIS
Flirting with the Devil while doing God's Work : The Regulation of Charitable Fundraising

17 avril 2000
(Université McGill)

Astrid LUIK, répondant : Guy LACHAPELLE
The Canadian and the German Broadcasting Sector : An Analysis from a Legal Pluralistic Point of View

8 mai 2000
(Université de Montréal)

Yvan PERRIER, répondant : Pierre NOREAU
État de droit ou État de la loi spéciale? Les négociations dans le secteur public et parapublic

5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs

FRÉMONT Jacques

Directeur du projet *Démocratie et média*, ACDI, 1996-2000

Directeur du projet *Canada-China Senior Judges Training Project*, ACDI, 1998-2000

GENDREAU Ysolde

Professeure invitée, Université de Victoria en Colombie Britannique, été 1999

Co-présidente de la section de propriété intellectuelle de l'ACPD

Membre :

- Comité de la législation sur le droit d'auteur de l'Institut canadien des brevets et marques
- Exécutif de l'Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property, 1995-2001
- Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
- Comité exécutif de l'ACPD
- Comité de rédaction de la Revue de droit de l'informatique et des télécoms, Paris

KNOPPERS Bartha Maria

Présidente du Sous-comité sur l'éthique du Conseil d'administration des Instituts canadiens de recherche en santé (ICRS), 1999-2000

Membre :

- Comité aviseur (Science et Industrie), Génome Canada, 2000
- Conseil d'administration provisoire, Génome Canada, 2000
- Ethics, Law & Social Issues Committee, International Genetic Epidemiology Society, 2000
- Comité consultatif canadien sur la biotechnologie
- Conseil d'administration provisoire des Instituts canadiens de recherche en santé (ICRS), 1999-2000

LAJOIE Andrée

Directrice de la Collection « Le droit aussi », Éditions Yvon Blais

Présidente du Comité d'attribution des subventions « Fédéralisme et Fédérations » (CRSH), 1999

Membre :

- Conseil consultatif de la Commission du droit du Canada
- Jury Promotion « senior » 1999-2000, Institut universitaire de France
- Comité de la liberté académique et de l'Autonomie universitaire (FQPPU), 1999
- Comité de sélection des candidatures à l'Académie I de la Société Royale du Canada, 1999

LE BRIS Sonia

Professeure invitée, Université de Rennes, 1998-2000

Membre du Comité ministériel sur la génétique humaine

LEROUX Thérèse

Présidente de la Société canadienne de bioéthique

Vice-présidente du Comité d'éthique provincial de la recherche

Évaluateur de projet pour le Fonds national Suisse de la recherche scientifique, Programme « Implants and Transplants » (1999-)

Membre :

- Groupe d'experts sur l'avenir de la biotechnologie dans le secteur alimentaire, Société royale du Canada (2000)
- Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain (1996-)
- Comité aviseur d'éthique et d'intégrité scientifique du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) (1997-)
- Jury du Prix Jacques Rousseau (interdisciplinarité), prix de la recherche scientifique de l'ACFAS (1999) (2000)

MACKAAY Ejan

Professeur invité, Académie européenne de théorie du droit, Bruxelles, décembre 1999

MOLINARI Patrick A.

Professeur invité pour agir comme examinateur étranger d'une thèse de doctorat, Faculté de médecine Necker, Université de Paris V, mars 2000

- Membre :

- Académie royale du Canada, 2000
- Bureau de direction de la Conférence des facultés de droit d'expression francophone (CIFDUF), 1999-2002, 2^e mandat
- Comité exécutif et secrétaire du conseil d'administration du CHUM, 1999-2002, 2^e mandat

NOREAU Pierre

Professeur invité à l'INRS Culture et Société

Membre :

- Comité d'évaluation du Programme Grands projets de recherche concertés du CRSH, 1999 et 2000
- Conseil d'administration de l'Association canadienne droit et société
- Comité de rédaction de la revue *Criminologie*

POULIN Daniel

Président du *Comité canadien de la référence* (Le Conseil Canadien de la magistrature a adopté le 8 juin 1999 la norme de référence à la jurisprudence de ce comité)

ROCHER Guy

Médaille Sir John William Dawson accordée par la Société royale du Canada, 1999

Directeur des collections « Sociologie » et « L'homme dans la société » aux Éditions Hurtubise HMH

Membre du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec

TRUDEL Pierre

Président du Conseil consultatif Société E-resolution

Membre :

- Comité scientifique, Revue *UBIQUITÉ*, Namur, Belgique
- Chaire UNESCO-ORBICOM en communications
- Comité directeur du Réseau droit des entreprises culturelles AUPELF-UREF
- Conseil d'administration de ALAI-Canada

6. Prix, bourses et nominations obtenus par des étudiants encadrés par des chercheurs du CRDP

BEAUGRAND-CHAMPAGNE Jérôme

Bourse China/Canada Scholars Exchange Program, 1999-2000, programme d'études supérieures à Beijing en Chine pendant un an

BLANCHETTE Jean-François

Bourse de coopération France-Québec, ministère des Relations internationales du Québec
Nomination : Editorial Advisory Board, Computer and Communications Security Reviews

BRUNO-MÉNARD François

Prix Lex Electronica, CRDP, 1999-2000

DUCHARME Daniel

Bourse du CRSHC pour le doctorat, 1997-2000, sous la direction de Guy Rocher

DUPONT Marc

Bourse China/Canada Scholars Exchange Program, 1999-2000, programme d'études supérieures à Beijing en Chine pendant un an

GENDREAU Caroline

Nommée assesseur au Tribunal des droits de la personne du Québec, 1996-2001
Bourse spéciale de doctorat

LABBÉ Éric

Bourse de maîtrise J.-A. Lagassé
Bourse de maîtrise de la Faculté de droit
Prix Lex Electronica, CRDP, 1999-2000

LÉTOURNEAU Lyne

Membre :

- Standing Expert Panel on Animal Research, Société Royale du Canada
- Commission on Environmental Law, World Conservation Union (UICN)
- Groupe de réflexion inter-universitaire et multidisciplinaire sur les animaux transgéniques (G.R.A.T.)

ROUSSOS Alexia

Prix Lex Electronica, CRDP, 1999-2000

SALVAS Bertrand

Prix Gordon Henderson de la SOCAN, automne 1999, pour le texte *La gestion collective à l'heure Internet*
Bourse de la Faculté de droit, printemps 2000

THOUMYRE Lionel

Prix Lex Electronica, CRDP, 1999-2000
Bourse André-Savoie

7. Rayonnement international

Le CRDP est probablement le plus important centre de recherche universitaire en droit au Québec, au Canada et au sein de la Francophonie. Son importance peut se mesurer par le nombre des chercheurs et des étudiants, la diversité des projets de recherche, la qualité des publications. Le Centre s'est taillé une place de premier rang dans chacun de ses axes de recherche. De nombreux signes témoignent de la reconnaissance internationale que recueille le Centre. Le CRDP reçoit, chaque année, de nombreux chercheurs en courte visite ou séjour d'étude. Plusieurs membres occupent des positions prestigieuses sur la scène nationale et internationale. Mme Knoppers est présidente du comité d'éthique du projet HUGO (*Human Genome Organization*). Mme Leroux est présidente de la Société canadienne de bioéthique. Mme Lajoie a fait partie du prestigieux jury international de l'Institut universitaire de France 1999/2000.

Grâce à son serveur WWW, le CRDP a un rayonnement remarquable au sein des milieux scientifiques internationaux. Il est reconnu comme faisant partie du nombre très sélect des serveurs juridiques qui sont fréquentés par des usagers en provenance d'une centaine de pays à un rythme de plus d'un million de requêtes par mois, dont plus de la moitié en provenance de l'étranger.

➤ *Cours à l'étranger*

La reconnaissance internationale se reflète aussi par les cours que nos membres ont été invités à assumer dans des institutions étrangères :

- Agence de la Francophonie (Fonds francophone des inforoutes), Paris, France
- Centre de commerce international de Genève en droit du commerce international (CNUCED/OMC), Genève, Suisse
- Facultés universitaires Saint-Louis, Belgique
- Institut de formation des technologies de l'information et de la formation, Bordeaux, France
- International Development Law Institute, Rome, Italie
- Katholieke Universiteit Brussel, Belgique
- Monash University, Melbourne, Australie
- UNAM-Mexico
- Université de Florence, Italie
- Université de Neuchâtel, Suisse
- Université de Paris I, France
- Université de Paris II, France
- Université Louvain-la-Neuve, Belgique

➤ *Ententes institutionnelles*

Le rayonnement international du Centre prend la forme d'ententes institutionnelles avec d'autres grands centres de recherche universitaire oeuvrant dans des domaines d'intérêt semblables ou connexes :

- Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI), Antenne parisienne, Ivry
- Centre de recherches Informatique et Droit (CRID), Namur, Belgique
- Centre international de sociologie du droit, Oñati, Espagne
- Chicago-Kent Law School, USA
- Faculté de droit de l'Université de Nancy, France
- Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN, affilié au CNRS)
- Groupe Rubis-Network on Computer Law and Security de Bruxelles et un des réseaux de l'AUELF-UREF
- Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM-Mexico

Ces liens s'ajoutent à ceux qui existent déjà au Canada avec les plus importants centres de recherche dont :

- Faculté de droit de l'Université de Colombie-Britannique
- Health Law Institute, Alberta
- Institut canadien de recherches avancées
- Public Law and Policy Research Center, Université York

